



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2017



REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2017

SOMMAIRE

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
1.1. Balance des biens.....	13
1.2. Balance des services.....	21
1.3. Compte de revenu primaire.....	23
1.4. Compte de revenu secondaire.....	24
2. COMPTE DE CAPITAL.....	25
3. COMPTE FINANCIER.....	26
3.1. Investissements directs.....	26
3.2. Investissements de portefeuille.....	27
3.3. Autres investissements.....	27
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	28
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	28
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	29
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	29
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	30
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	31
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	31
CONCLUSION.....	32
ANNEXES.....	34
Annexe 1 : Balance des Paiements 2017 (optique BCEAO).....	35
Annexe 2 : Balance des paiements 2017 en termes de transactions (Présentation standard).....	37
Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2017.....	48
Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets).....	53
Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2017.....	55
Annexe 6 : Evolution des exportations en 2017.....	57
Annexe 7 : Evolution des importations en 2017.....	60
Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2017.....	62

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	6
Encadré 2 : Réexportation vers le Nigeria.....	15
Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	22
Encadré 4 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs...	33

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2010 et 2017.....	10
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2007 et 2017.....	13
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2007 et 2017.....	13
Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2016 et en 2017.....	16
Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2010-2011.....	16
Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2010 et 2017.....	17
Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2016 et en 2017.....	18
Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2016 et en 2017.....	19
Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2016 et en 2017.....	20
Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2017.....	31

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	8
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	12
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	14
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2013 à 2017.....	14
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2013 à 2017.....	19
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2013 à 2017.....	21
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2013 à 2017.....	21
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2013 à 2017.....	22
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2013 à 2017.....	23
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2013 à 2017.....	23
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2013 à 2017.....	24
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2013 à 2017.....	24
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2013 à 2017.....	25
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2013 à 2017.....	26
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2013 à 2017.....	28
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	29
Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	29
Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	30

SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	: Association Internationale de Développement
AMF-UMOA	: Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
APUC	: Administration Publique Centrale
ATC	: Autres Titres de Créances
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAD	: Fonds Africain de Développement
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dès 2012, pour l'élaboration des comptes de l'année 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE).

Enfin, les comptes extérieurs de l'année 2017 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers (IDE), ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la douzième réunion s'est tenue les 17 et 18 septembre 2018 à Dakar, au Sénégal.

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

1. La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2017, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés dans un contexte international en phase d'amélioration, marqué par une demande plus vigoureuse et un redressement des cours des matières premières. Au plan interne, la dynamique économique s'est traduite par la réalisation d'un taux de croissance estimé à 5,8% contre 4,0% en 2016. Le solde global de la balance des paiements s'est ressenti de cet environnement, en affichant un déficit de 118.287,1 millions¹ en 2017 contre 168.012,8 millions, une année plus tôt.

Le déficit structurel de la balance des transactions courantes s'est accentué en ressortant à 539.779,3 millions en 2017, contre 479.648,3 millions l'année précédente. Cette évolution s'explique par une hausse du déficit de la balance des biens, dont les effets ont été modérés par la diminution des déficits des services et du revenu primaire, couplée à la consolidation de l'excédent du compte de capital.

En effet, le déficit de la balance des biens s'est aggravé de 97.754,0 millions par rapport à 2016, en liaison avec une progression des importations de produits alimentaires. La hausse des importations a nourri la réexportation non officielle vers le Nigeria, en dépit des mesures en vigueur dans ce pays interdisant l'entrée de produits réexportés à partir du Bénin.

En revanche, le déficit des services nets s'est légèrement résorbé de 39.263,6 millions par rapport à l'année précédente, en s'affichant à 145.368,6 millions. Cette amélioration est à mettre en relation avec le recul des cours du pétrole sur les marchés internationaux.

En ce qui concerne le revenu primaire, son déficit s'est réduit de 3.942,3 millions pour se situer à 18.456,1 millions en 2017, malgré une hausse de 1.558,4 millions du déficit du revenu des investissements. Le déficit du revenu des investissements est passé de 17.534,8 millions en 2016 à 19.093,2 millions en 2017. Son augmentation est imprimée par la progression des dividendes payés au titre des investissements directs reçus. Quant aux intérêts versés sur la dette publique, ils ont progressé pour se situer à 60.878,0 millions en 2017.

Par ailleurs, l'excédent du revenu secondaire est ressorti à 118.612,0 millions, sous l'effet des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques et des envois de fonds des travailleurs.

L'excédent du compte de capital s'est également consolidé de 32.316,6 millions, en ressortant à 113.884,9 millions au cours de l'année sous revue contre 81.568,3 millions en 2016, en liaison avec une augmentation des transferts en capital au profit des administrations publiques.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 425.894,4 millions partiellement couvert par les opérations financières. Le compte financier affiche ainsi un passif net de 303.620,0 millions.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif financier net de 1.877.972,9 millions au 31 décembre 2017 contre 1.552.001,3 millions au 31 décembre 2016. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à 23.898,7 millions, imputables essentiellement aux évolutions du taux de change entre le franc CFA et les principales devises étrangères, en particulier le dollar américain.

Ces différentes évolutions sont retracées sur le tableau de synthèse fourni ci-après :

¹ Sauf mention contraire, l'unité est le FCFA.

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2014	2015	2016	2017
Compte des transactions courantes	-437 515,0	-440 464,8	-479 648,3	-539 779,3
Biens et services	-552 380,4	-486 342,7	-581 444,8	-639 935,2
Biens	-351 261,1	-298 511,4	-396 812,6	-494 566,6
Marchandises générales, base balance des paiements	-330 809,7	-310 251,2	-407 427,7	-507 730,5
<i>dont : Réexportations</i>	882 472,1	664 956,9	762 669,0	848 443,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-31 198,7	2 867,6	0,0	0,0
Or non monétaire	10 747,3	8 872,2	10 615,1	13 163,9
Services	-201 119,2	-187 831,3	-184 632,2	-145 368,6
Transport	-192 198,9	-173 632,6	-178 366,2	-166 751,5
<i>dont fret</i>	-188 240,0	-131 923,9	-154 066,5	-99 960,7
Voyages	47 919,0	46 460,5	35 279,3	58 201,0
Autres services	-56 839,3	-60 659,3	-41 545,3	-36 818,1
Revenu primaire	-30 235,6	-38 819,7	-22 398,4	-18 456,1
Rémunération des salariés	2 081,1	1 868,5	-46,8	637,1
Revenus des investissements	-32 316,7	-35 710,8	-17 534,8	-19 093,2
Autre revenu primaire	0,0	-4 977,4	-4 816,8	0,0
Revenu secondaire	145 100,9	84 697,7	124 194,9	118 612,0
Administrations publiques	44 030,4	18 222,7	45 792,8	41 382,8
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	101 070,5	66 475,0	78 402,1	77 229,3
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	77 066,2	66 849,6	79 212,7	70 685,3
Compte de capital	125 205,5	74 117,0	81 568,3	113 884,9
Transferts de capital	125 904,8	74 326,0	81 660,7	113 946,0
Administration publique	63 866,0	28 800,0	35 050,0	73 275,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	62 038,8	45 526,0	46 610,7	40 671,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-699,3	-209,0	-92,4	-61,1
Compte financier	-480 126,0	-447 654,2	-227 705,5	-303 620,0
Investissement direct	-191 804,5	-69 205,1	-67 799,8	-98 128,3
Investissements de portefeuille	-23 946,9	-117 548,6	-50 793,3	-54 519,3
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	321,0	0,0	0,0
Autres investissements	-264 374,6	-261 221,5	-109 112,4	-150 972,4
Erreurs et omissions nettes	7 234,1	2 271,4	2 361,7	3 987,3
Solde global	175 050,5	83 577,8	-168 012,8	-118 287,1
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-175 050,5	-83 577,8	168 012,8	118 287,1
Banque centrale	-46 555,5	-41 187,8	264 064,8	-157 339,8
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	-128 495,0	-42 390,0	-96 052,0	275 626,9

Source : BCEAO (Octobre 2018)

INTRODUCTION

Au cours de l'année 2017, l'activité économique mondiale a poursuivi son raffermissement en liaison avec la vigueur de l'économie américaine, la reprise en Zone euro et l'amélioration de la conjoncture dans un nombre croissant de pays émergents. Elle s'explique notamment par une consommation intérieure plus vigoureuse dans les pays développés et un regain de dynamisme des exportations des pays émergents et en développement. En Chine, le Gouvernement poursuit ses réformes de soutien à l'activité économique, notamment la réduction des crédits douteux et l'encadrement des spéculations dans le secteur immobilier. Au Brésil et en Russie, l'activité économique est en phase de reprise, tirée par le redressement des cours du pétrole ainsi que la vigueur de la demande intérieure, dans un contexte de baisse des pressions inflationnistes.

Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,7% en 2017, après une réalisation de 3,2% en 2016, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) établies en octobre 2018.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est située à 2,7% après une décélération enregistrée en 2016 où l'activité économique n'a progressé que de 1,4% contre 3,4% en 2015. Le regain noté en 2017 s'explique par le redressement des cours des matières premières principalement le pétrole brut, ainsi que par les mesures de relance mises en œuvre par la plupart des pays. En particulier au Nigeria, principal partenaire commercial des Etats membres de l'Union dans la sous-région ouest africaine, le redressement de l'activité économique s'est confirmé, avec une croissance positive notée durant les trois derniers trimestres de l'année, en liaison notamment avec la hausse de la production pétrolière et la reprise des prix des produits pétroliers. La croissance économique au Nigeria est ainsi ressortie à 0,8% en 2017 contre -1,6% en 2016.

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'expansion amorcée en 2012 s'est maintenue, à la faveur de la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, de la bonne tenue de la production agricole, de l'essor des services et de l'amélioration de la conjoncture internationale. En termes réels, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union, a progressé de 6,7% en 2017, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 0,8% en 2017 contre une réalisation de 0,3% en 2016. Cette hausse est imputable principalement au renchérissement des produits alimentaires locaux, atténuée par la poursuite de la détente des coûts des communications et le maintien des prix à la pompe des carburants dans la plupart des pays, malgré l'augmentation des cours du pétrole brut.

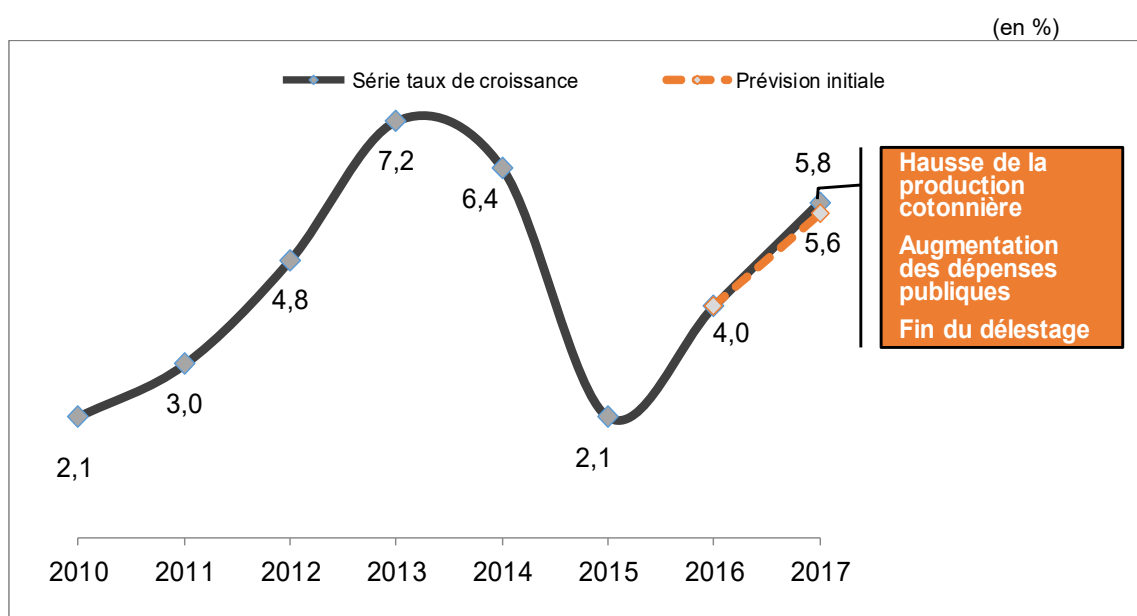
Au Bénin, le taux de croissance économique réel est ressorti à 5,8% en 2017 contre 4,0% en 2016, selon les estimations des services officiels. Cette consolidation de la croissance s'explique principalement par les performances agricoles enregistrées au cours des dernières campagnes. En effet, la production cotonnière a progressé de 62,6% pour s'établir à 597.986 tonnes au titre de la campagne 2017-2018, contre une réalisation de 451.121 tonnes au cours de la campagne² 2016-2017 et de 269.218 tonnes une campagne plus tôt. Cette forte

² Conformément à l'article 5 du Règlement n°11/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 portant adoption des modalités de calcul du PIB dans les États membres de l'UEMOA, la production agricole de la campagne n/n+1 n'est pas ventilée entre les années civiles n et n+1 en fonction du calendrier agricole mais rattachée en totalité à

progression notée depuis la campagne 2016-2017 est consécutive aux réformes engagées par le Gouvernement, qui a repositionné l'Association Interprofessionnelle du Coton dans son rôle initial de gestionnaire de la filière coton, et aux efforts d'encadrement des cotonculteurs. Quant à la production vivrière, elle s'est renforcée de 7,8% durant la campagne 2017-2018 pour se situer à 10.748.542 tonnes en relation avec de meilleures conditions climatiques.

La croissance enregistrée en 2017 est également liée à la hausse des activités de commerce, des télécommunications et des services financiers. En ce qui concerne le commerce, sa valeur ajoutée s'est consolidée de 5,2% en relation avec la réexportation informelle de produits alimentaires vers le Nigeria. Dans le secteur des télécommunications, le renforcement des investissements a notamment soutenu l'extension des réseaux et la diversification des offres. S'agissant des services financiers, ils se sont consolidés sous l'effet des activités bancaires et de microfinance.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2010 et 2017



Sources : INSAE et DGAE [2018]

Les performances économiques en 2017 ont été soutenues par la hausse des dépenses publiques, principalement celles consacrées aux investissements. Les dépenses publiques ont été exécutées à hauteur de 1.318,1 milliards en 2017 contre une réalisation de 1.086,3 milliards l'année précédente, soit une hausse de 21,3%. Cette progression des dépenses publiques a été plus marquée au niveau de la composante dépenses en capital (64,0%) comparativement aux dépenses courantes (5,0%).

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établie à 0,1% en 2017 contre -0,8% en 2016, se situant ainsi en dessous du seuil de 3% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des États de l'Union. Cette évolution du niveau général des prix est en rapport avec la hausse très modérée des prix des produits pétroliers sur les marchés internationaux et les résultats positifs de la campagne agricole au plan local.

l'année n.

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une réduction du déficit global dons compris (base ordonnancement) qui s'est établi à 5,9% du PIB courant contre 6,0% en 2016, sous l'effet de la gestion prudente des dépenses publiques par le Gouvernement.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 21.815,3 millions pour s'établir à 2.111.622,1 millions, soit une augmentation de 1,0% comparativement aux réalisations de 2016. Cette expansion s'est traduite par un relèvement des dépôts en banques de 21.168,6 millions et une très faible progression de la circulation fiduciaire de 646,7 millions, en lien avec l'essor des services financiers via la téléphonie mobile. La consolidation de la masse monétaire s'est traduite par une hausse des créances sur l'économie, au terme des douze mois de l'année 2017, de l'ordre de 25.213,3 millions ou 1,9%, pour ressortir à 1.330.986,6 millions. La hausse des crédits résulte essentiellement de nouvelles mises en place de prêts en faveur d'entreprises évoluant dans les secteurs des télécommunications, de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie et du commerce. Quant aux créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Publique Centrale (APUC), la position du Gouvernement s'est détériorée de 158.832,4 millions, consécutivement au financement bancaire du déficit budgétaire de l'Etat.

Les comptes extérieurs se sont ressentis de ces différentes évolutions, dégageant un déficit de 118.287,1 millions du solde global de la balance des paiements. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en cinq parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 10,0% du PIB en 2017 contre un déficit de 9,4% en 2016. Cette accentuation du déficit des transactions courantes, en pourcentage du PIB, est essentiellement imputable à la hausse des importations de produits alimentaires.

Les statistiques de la balance des paiements, compilées conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel du FMI, indiquent une hausse de la valeur nominale du déficit structurel du compte courant qui s'est établi à 539.779,3 millions en 2017, contre 479.648,3 millions en 2016. En valeur relative, le déficit des transactions courantes s'est alourdi en ressortant à 10,0% du PIB en 2017, contre 9,4% du PIB en 2016.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées³.

Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Biens et services	-424 099,0	-552 380,4	-496 342,7	-581 444,8	-639 935,2
Biens	-302 269,0	-351 261,1	-298 511,4	-396 812,6	-494 566,6
Services	-121 830,0	-201 119,2	-187 831,3	-184 632,2	-145 368,6
Revenu primaire	-34 087,3	-30 235,6	-38 819,7	-22 398,4	-18 456,1
Revenu secondaire	125 610,6	145 100,9	84 697,7	124 194,9	118 612,0
Solde du compte courant	-332 575,6	-437 515,0	-440 464,8	-479 648,3	-539 779,3
Solde du compte courant (hors dons)	-371 612,8	-481 545,4	-458 687,5	-503 833,5	-581 191,6
PIB Nominal	4 524 137,1	4 799 495,9	4 903 823,5	5 084 000,0	5 382 500,0
Solde courant (en % PIB)	-7,4	-9,1	-9,0	-9,4	-10,0

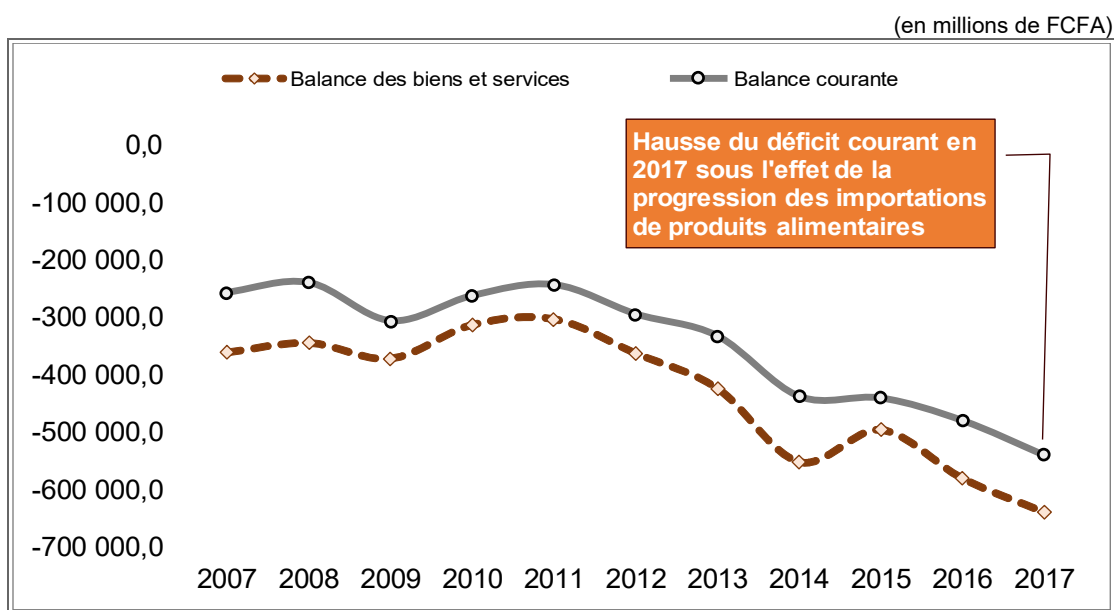
Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

En règle générale au Bénin, l'évolution du solde des transactions courantes est imprimée par la balance des biens et des services, comme l'illustre le graphique 2 ci-après. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

³ Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INSAE sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

En 2017, l'accentuation du déficit des transactions courantes s'explique par une hausse des importations de produits alimentaires qui sont passées de 766.126,9 millions en 2016 à 969.009,4 millions en 2017. Cette progression des importations de produits alimentaires a été imprimée par les acquisitions de riz, qui ont évolué de 453.443,3 millions en 2016 à 618.198,9 millions en 2017. Ces transactions de produits alimentaires ont soutenu pour l'essentiel le commerce de réexportation informelle en direction du Nigeria, dans un contexte de fin de récession économique dans ce pays dès le deuxième trimestre de l'année 2017.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2007 et 2017

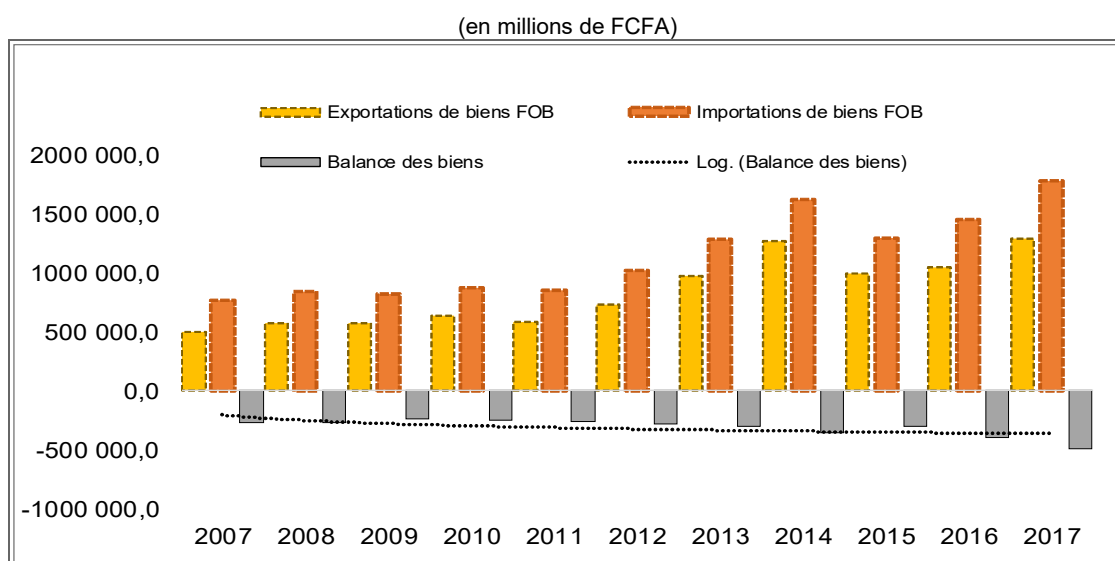


Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

1.1. Balance des biens

La balance commerciale maintient un profil déficitaire. Le déficit de la balance commerciale rapporté au PIB s'est accentué, pour se situer à 9,2% contre 7,8% en 2016.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2007 et 2017



Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

Le creusement de la balance commerciale entre 2016 et 2017 résulte d'une augmentation des importations (335.341,1 millions), plus importante que celle des exportations (237.587,0 millions), en valeur absolue. De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations a baissé, passant de 72,6% en 2016 à 72,3% en 2017. Les principaux produits à l'origine de cette évolution des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont déclinés ci-après.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens FOB (1)	979 125,7	1 267 286,2	995 101,5	1 052 283,5	1 289 870,5
Importations de biens FOB (2)	1 281 394,7	1 618 547,3	1 293 613,0	1 449 096,1	1 784 437,2
Balance commerciale de biens	-302 269,0	-351 261,1	-298 511,4	-396 812,6	-494 566,6
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	76,4	78,3	76,9	72,6	72,3
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / PIB nominal (en %)	50,0	60,1	46,7	49,2	57,1
Ratio Exportations/PIB nominal (en %)	21,6	26,4	20,3	20,7	24,0
Ratio Importations/PIB nominal (en %)	28,3	33,7	26,4	28,5	33,2

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2017 sont arrêtées à 1.289.870,5 millions contre 1.052.283,5 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, notamment des biens réexportés (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2013 à 2017(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	970 214,8	1 287 259,9	983 361,7	1 041 668,4	1 276 706,6
<i>dont réexportations totales</i>	596 074,2	882 472,2	664 956,9	762 669,0	848 443,1
<i>réexportations officielles</i>	64 522,0	240 965,1	109 857,3	47 999,0	47 979,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	-1 585,1	-30 721,0	2 867,6	0,0	0,0
Or non monétaire	10 496,0	10 747,3	8 872,2	10 615,1	13 163,9
<i>dont réexportations</i>	10 496,0	10 747,3	8 872,2	10 615,1	13 163,9
Total exportations de biens	979 125,7	1 267 286,2	995 101,5	1 052 283,5	1 289 870,5

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 848.443,1 millions en 2017 contre 762.669,0 millions en 2016. La hausse des réexportations en 2017 s'explique par les expéditions non officielles de produits alimentaires vers le Nigeria nonobstant les mesures prises par les Autorités nigérianes pour limiter l'importation de certains produits, en provenance du Bénin (Cf. encadré 2).

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland, notamment le Mali et le Niger, sont

enregistrées à l'aéroport de Cotonou, en réexportation vers les pays occidentaux. Le niveau de la réexportation d'or est ressorti à 13.163,9 millions en 2017 contre 10.615,1 millions une année plus tôt.

Encadré 2 : Réexportation vers le Nigeria

Au Bénin, l'activité de réexportation de biens évolue au rythme des mesures en vigueur au Nigeria. Ces mesures visent en général à protéger la production locale nigériane par des restrictions sur les importations de certains produits tels que le riz, les huiles végétales, les poissons congelés, les friperies et les véhicules d'occasion.

Depuis le second semestre de l'année 2015, le Nigeria a pris plusieurs mesures pour faire face aux conséquences de la baisse du prix du pétrole sur le marché international, dont : *(i) la restriction de l'accès aux devises via la Banque Centrale, à l'importation de 41 produits spécifiques, dont des produits alimentaires (riz, margarine, huile...) et industriels (plastic, caoutchouc, métaux...), réexportés essentiellement par les canaux informels entre le Bénin et le Nigeria, ainsi que (ii) l'introduction d'un taux de change flexible de sa monnaie, le naira, sur le marché interbancaire, à compter du 20 juin 2016 ayant eu pour corollaire la dévaluation de près de 50% du naira.*

Dans ce contexte, la réexportation formelle de produits (riz, volaille, friperies et véhicules d'occasion) en direction du Nigeria a fortement reculé. Cependant, plusieurs sociétés installées au Bénin et spécialisées dans les exportations de noix de cajou et l'importation de riz et des produits manufacturés continuent de commercer avec les opérateurs nigériens par les canaux informels. Ces sociétés importent le riz parboiled qu'elles mettent à la consommation au Bénin. Les opérateurs économiques du Nigeria viennent se ravitailler sur place au Bénin et convoient leurs acquisitions au Nigeria.

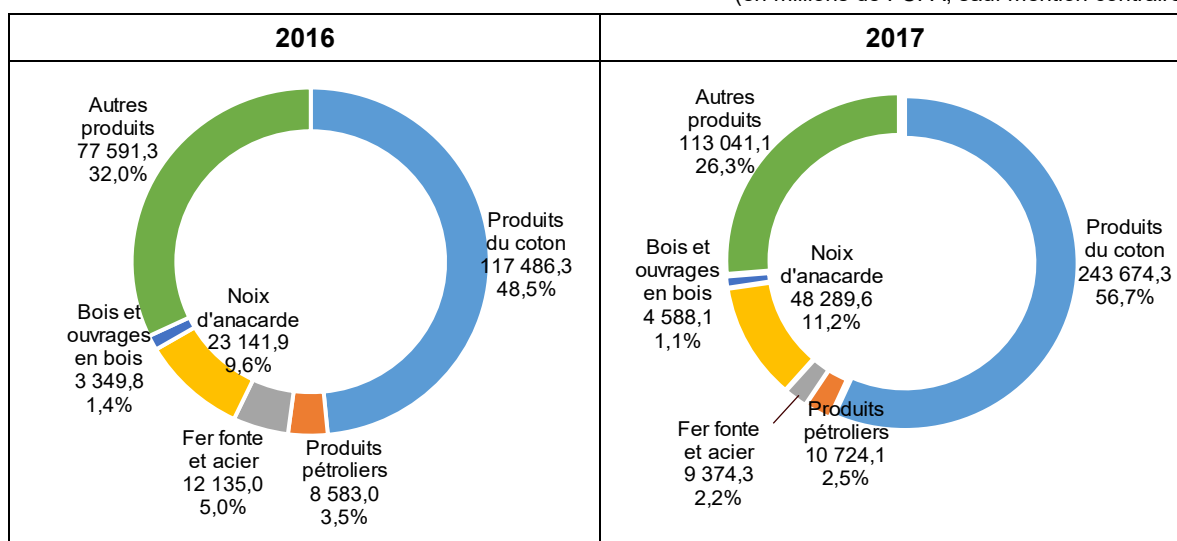
Sources : Douanes du Bénin, DGAE et FMI [2018]

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent plus du tiers des ventes à l'étranger. Le Bénin exporte également la noix d'anacarde, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2016 et en 2017

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)



Source : INSAE (Octobre 2018)

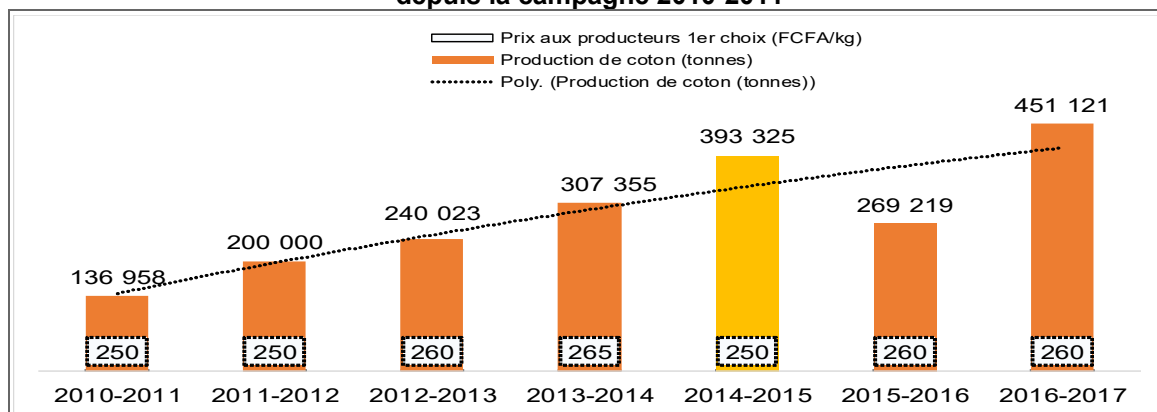
1.1.1.2.1. Coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée a progressé de 105,6%, évoluant de 113.625,9 tonnes en 2016 à 233.577,9 tonnes en 2017, en liaison avec l'évolution de la campagne cotonnière 2016-2017⁴ qui s'est soldée par une production de coton graine de 451.121 tonnes contre 269.219 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles.

La production cotonnière au titre de la campagne 2016-2017 s'est redressée grâce aux mesures de restructuration initiées par le Gouvernement, notamment le repositionnement de l'Association Interprofessionnelle de Coton comme gestionnaire de la filière, le renforcement de l'encadrement des cotonculteurs et l'amélioration du rendement à l'hectare.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur s'est élevé à 906,6 FCFA le kilogramme en 2017, contre 971,2 FCFA le kilogramme en 2016 et 680,7 FCFA le kilogramme en 2015. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 211.767,6 millions en 2017 contre 110.358,4 millions en 2016, en hausse de 101.409,2 millions.

Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2010-2011



Sources : INSAE et Ministère en charge de l'Agriculture (Octobre 2018)

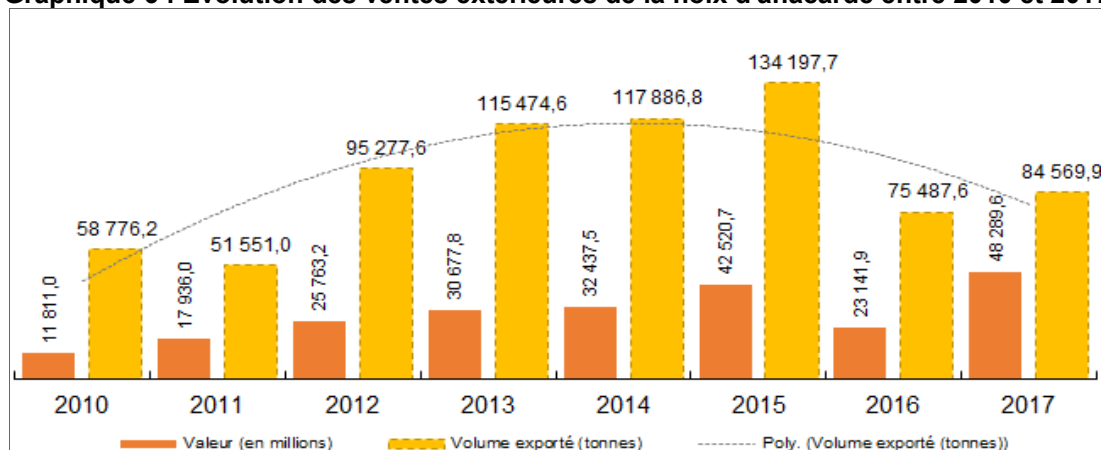
⁴ Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)/n.

1.1.1.2.2. Noix de cajou

La noix d'anacarde est la seconde culture d'exportation après le coton. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international se sont redressés, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale, en provenance notamment d'Asie, d'Europe et des Etats-Unis.

En 2017, les ventes du Bénin à l'étranger se sont élevées à 48.289,6 millions, en progression de 108,7% par rapport à 2016 où elles s'étaient établies à 23.141,9 millions. Cette évolution s'explique également par des conditions climatiques plus favorables.

Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2010 et 2017



Sources : INSAE-DGDDI (Octobre 2018)

1.1.1.2.3. Fer, fonte et acier

Les produits en « fer, fonte et acier » sont principalement exportés par les industries métallurgiques en direction des pays de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Togo et Burkina Faso) et de l'Afrique Centrale (Tchad). Outre la production industrielle, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam. En 2017, cette activité de récupération a représenté 27,3% des ventes totales à l'étranger des produits en « fer, fonte et acier », selon les statistiques officielles.

Globalement, les exportations de « fer, fonte et acier » ont baissé de 22,7% en valeur pour s'établir à 9.374,3 millions en 2017 contre 12.135,0 millions en 2016, en liaison avec une baisse de la demande au plan mondial, notamment de la demande émanant de la Chine. En outre, en volume, les exportations ont reculé de 51,8%, passant de 66.426,0 tonnes à 32.037,4 tonnes sur la période sous revue.

1.1.1.2.4. Produits pétroliers

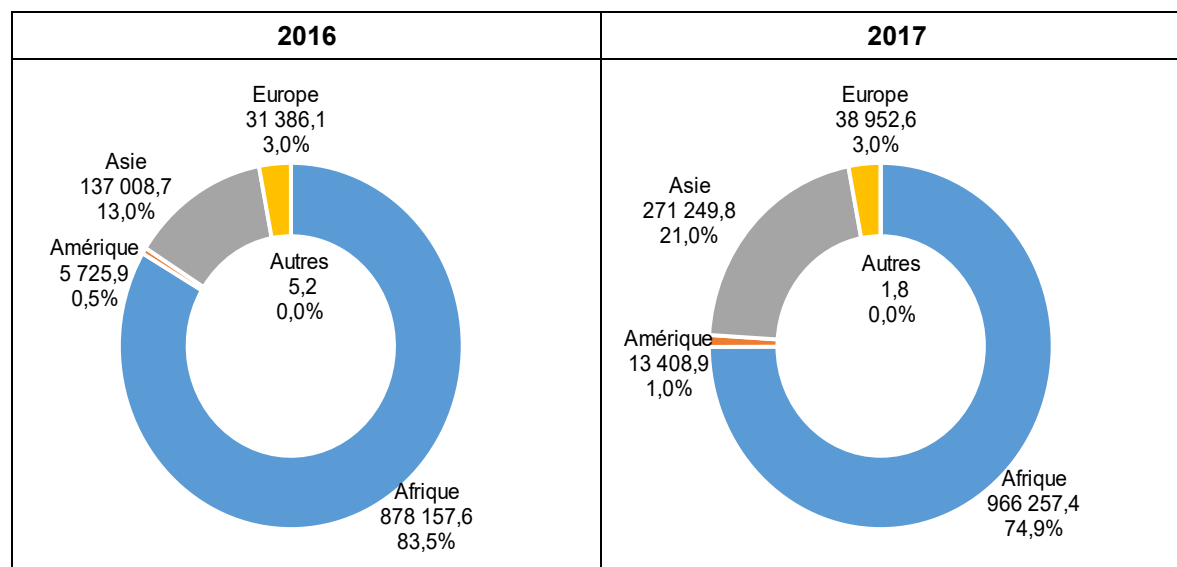
Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui ont progressé, passant de 8.583,0 millions en 2016 à 10.724,1 millions en 2017, en liaison avec la hausse des expéditions à partir des dépôts installés au port de Cotonou. Ces réexportations ont été effectuées principalement par les sociétés Puma Energy Bénin (35,8%), Corlay Bénin (21,1%), ORYX Bénin (12,0%) et ADDAX Energy (10,0%), selon les statistiques

officielles.

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations ajustées⁵, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux en faveur de l'Afrique et de l'Asie qui sont les principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 74,9% et de 21,0% en 2017. L'Europe, en recueillant 3,0% des ventes à l'étranger en 2017, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2016 et en 2017



Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

En Afrique, en dehors de l'UEMOA, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin en 2017 sont le Nigeria (65,3%) et le Tchad (0,2%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en hausse, passant de 730.684,1 millions en 2016 à 842.637,2 millions en 2017. Cette augmentation concerne notamment le commerce de riz.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA sont évaluées à 98.779,2 millions en 2017 contre 129.315,2 millions en 2016. Les échanges intra-UEMOA représentent 7,7% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Mali (3,2%), le Niger (2,5%) et le Togo (0,7%). Le Togo importe du Bénin les poissons congelés, les produits pétroliers, les médicaments ainsi que de la peinture. En ce qui concerne les exportations vers le Mali, elles portent essentiellement sur les produits pétroliers. Quant au Niger, il importe du Bénin les produits alimentaires et métallurgiques.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont le Vietnam (4,6%), le Bangladesh (4,2%), la Malaisie (3,8%), l'Inde (3,5%) et la Chine (2,6%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées du coton (79,7%), de fer, fonte et acier (11,3%) et du bois (4,5%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (53,4%), le coton (25,8%) et le bois (4,5%).

⁵ Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intracommunautaires et des estimations de l'INSAE sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) ont progressé de 12,0% pour ressortir à 1.784.437,2 millions en 2017 contre 1.449.096,1 millions en 2016. Elles sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)					
Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	1 281 394,7	1 618 069,6	1 293 613,0	1 449 096,1	1 784 437,2
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	-	477,7	-	0,0	0,0
Total importations de biens	1 281 394,7	1 618 547,3	1 293 613,0	1 449 096,1	1 784 437,2

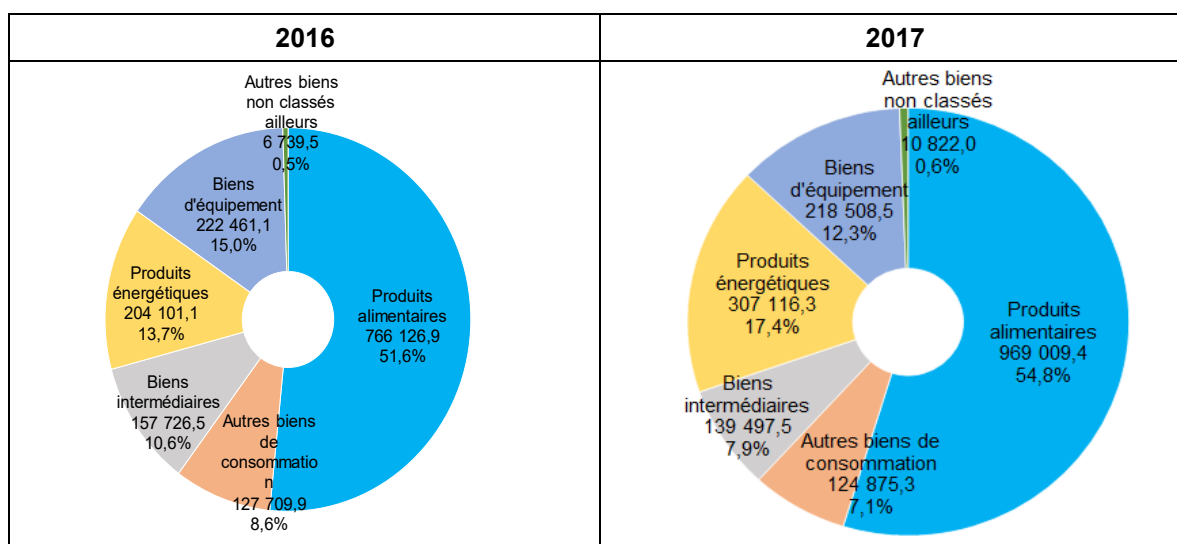
Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) sont en hausse de 19,2% en valeur pour s'établir à 1.769.829,0 millions en 2017 contre 1.484.865,0 millions, un an plus tôt. En volume, les importations totales ont progressé de 10,1% en passant de 4,7 millions de tonnes en 2016 à 5,2 millions de tonnes en 2017.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 2.033.779,8 millions, représentant 37,8% du PIB nominal en 2017 contre 33,5% en 2016. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des cinq dernières années est fournie en annexe 7.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2016 et en 2017



Source : INSAE (Octobre 2018)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits

d'importation avec une proportion de 54,8% en 2017 contre 51,6% en 2016. En progressant de 26,5% en valeur et de 18,4% en volume d'une année à l'autre, les achats à l'étranger de produits alimentaires expliquent, en partie, l'évolution des importations en 2017. Ces produits alimentent essentiellement le commerce transfrontalier de réexportation informelle. Il s'agit notamment du riz, dont les importations ont atteint 618.198,9 millions en 2017 contre 453.443,3 millions en 2016 et 271.708,7 millions en 2015.

S'agissant des biens d'équipement, ils ont représenté 12,3% des importations officielles en 2017 contre 15,0% en 2016. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement ont reculé de 1,8% pour s'établir à 218.508,5 millions. Ce recul a été imprimé par la baisse des importations de matériels de transport (-15,7%) et s'expliquerait par le non démarrage de plusieurs projets dont les études de faisabilité n'étaient pas achevées. Quant aux machines et appareils, elles sont en progression de 13,0%, ressortant à 122.148,9 millions contre 108.111,0 millions une année plus tôt.

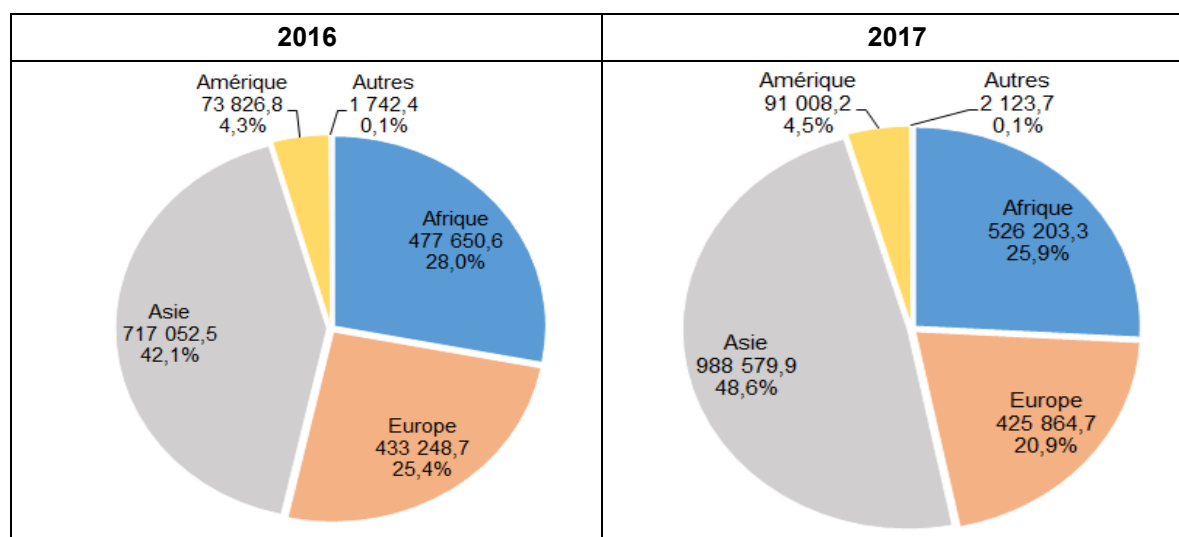
En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 307.116,3 millions, en hausse de 50,5% en variation annuelle en liaison avec la fin du délestage. Elles représentent 17,4% des importations totales. La progression observée des importations de produits pétroliers (+60,1%) et de l'énergie électrique (27,1%).

Enfin, les importations de biens intermédiaires ont baissé de 11,6% pour atteindre 139.497,5 millions en 2017. Elles représentent 7,9% des importations officielles du Bénin. Le repli observé en 2017 est porté par les sous-catégories « produits chimiques » (-37,7%) et « autres biens intermédiaires » (-1,0%).

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2017 se trouvent en Asie (48,6%), en Afrique (25,9%) et en Europe (20,9%). Les importations en provenance du continent américain représentent 4,5% des importations totales du Bénin en 2017.

Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2016 et en 2017



Source : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

Comparativement à l'année précédente, la part des importations en provenance de l'Asie a progressé au détriment des importations venant de l'Europe et de l'Afrique. En effet, la France

(5,9% en 2017 contre 9,1% en 2016 et 10,1% en 2015) et l'Espagne (1,2% en 2017 contre 1,8% en 2016 et 5,1% en 2015) en Europe et le Nigeria (9,7% en 2017 contre 10,1% en 2016 et 14,3% en 2015) en Afrique ont perdu des parts de marché au détriment de l'Inde (16,5% en 2017 contre 13,4% en 2016 et 8,4% en 2015) et de la Thaïlande (12,5% en 2017 contre 11,2% en 2016 et 6,7% en 2015).

En Afrique, les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2017 sont le Togo (7,8%) et le Nigeria (9,7%). Le Bénin importe essentiellement de l'énergie électrique du Togo, par le biais de la Communauté Electrique du Bénin, et des produits pétroliers du Nigeria.

1.2. Balance des services

La balance des services s'est améliorée de 39.263,6 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 145.368,6 millions en 2017 contre un déficit de 184.632,2 millions en 2016. Le déficit de la balance des services s'est ainsi réduit, évoluant de 3,6% du PIB en 2016 à 2,7% du PIB en 2017, en liaison avec la détente des prix des produits pétroliers.

En effet, l'évolution favorable des services est essentiellement imputable à la réduction des dépenses liées aux frets et aux autres services, ainsi que la consolidation de l'excédent du poste « voyages ». Les dépenses de fret et d'assurance ont diminué à la faveur du recul des prix des produits pétroliers enregistrés en 2016 et au début de l'année 2017. Il convient de rappeler que le calcul de la balance des paiements pour l'année 2017 repose sur le taux de fret et d'assurance estimé à partir des données disponibles sur la période 2012-2016. Ce taux est évalué à 11,5% contre 14,7% précédemment (Cf. encadré 3).

Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Transports	-134 039,6	-192 198,9	-173 632,6	-178 366,2	-166 751,5
<i>dont fret</i>	-130 244,5	-188 240,0	-154 066,5	-154 066,5	-99 960,7
Voyages	74 254,8	47 919,0	46 460,5	35 279,3	58 201,0
Autres services	-62 045,2	-56 839,3	-70 659,3	-41 545,3	-36 818,1
Services nets	-121 830,0	-201 119,2	-197 831,3	-184 632,2	-145 368,6
Services nets/PIB (en %)	-2,7	-4,2	-4,0	-3,6	-2,7

Source : BCEAO (Octobre 2018)

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire du poste « transports » s'est réduit de 11.614,7 millions, pour s'établir à 166.751,5 millions en 2017 contre 178.366,2 millions en 2016. Cette évolution, comme indiqué plus haut, est liée aux dépenses de fret et assurance qui sont en diminution de 54.105,8 millions, en relation avec la baisse des prix des produits pétroliers notée jusqu'en 2016.

Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Transports	-134 039,6	-192 198,9	-173 632,6	-178 366,2	-166 751,5
Passagers	1 507,7	912,2	-42 941,7	-10 357,8	-51 166,6
Fret	-130 244,5	-188 240,0	-131 923,9	-154 066,5	-99 960,7
Autres	-5 302,8	-4 844,1	1 233,0	-13 941,9	-15 624,2

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^e Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale procède périodiquement à l'actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements. La dernière actualisation a été opérée en 2018, pour l'élaboration de la balance des paiements de l'année 2017.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2012 à 2016 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2016 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2012 à 2016 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 11,5% des importations CAF en 2016 contre 14,7% en 2014. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement 11,2% et 0,3% des importations CAF contre 14,2% et 0,5% auparavant. La baisse du taux de fret de 3,2 points de pourcentage s'explique par la forte diminution des coûts des produits pétroliers enregistrée entre fin 2014 et 2016.

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 58.201,0 millions en 2017 contre 35.279,3 millions un an plus tôt, en progression de 22.921,7 millions. La consolidation du solde excédentaire du poste « voyages » est imputable à la fois aux voyages à titre professionnel (+5.612,4 millions) et aux voyages à titre personnel (+17.309,4 millions).

Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)					
Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Voyages	74 254,8	47 919,0	46 460,5	35 279,3	58 201,0
à titre professionnel	42 469,5	30 406,3	35 560,2	29 742,3	35 354,7
à titre personnel	31 785,3	17 512,7	10 900,3	5 537,0	22 846,4

Source : BCEAO (Octobre 2018)

1.2.3. Autres services

Le déficit des autres services nets s'est réduit de 4.727,2 millions. Il est ressorti à 36.818,1 millions en 2017, contre 41.545,3 millions en 2016.

En 2013, le déficit des autres services nets s'était fortement creusé de 49.809,4 millions, à la suite des services d'ingénierie déployés dans le cadre des travaux d'exploration pétrolière, dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est. Sur les six compagnies en

contrat avec le Gouvernement béninois, seules trois⁶ ont poursuivi les recherches en 2014. En juin 2015, la dernière compagnie encore en activité, à savoir la société SAPETRO (South Atlantic Petroleum) a arrêté ses activités, tenant compte de l'évolution défavorable des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux. Ce qui explique le recul du déficit des autres services aux entreprises dès 2013. Le déficit est ressorti à 23.801,4 millions en 2017.

Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-2 006,9	-2 354,0	-8 384,0	-930,7	-1 798,1
Travaux de construction	-2 452,1	-8 955,6	15,4	-13 690,2	613,5
Services d'assurance et de retraite	-10 315,6	-8 947,3	-4793,5	-4 148,7	-2 159,5
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	9 735,6	9 121,9	-304,5	2 678,0	-4 263,1
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...)	-65 852,5	-61 597,7	-54 517,3	-46 995,5	-23 801,4
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	7 190,9	10 204,9	1 462,4	17 166,8	2 571,6
Divers autres services	1 655,4	5 688,4	5 862,2	4 375,0	-7 981,1
Total Autres services	-62 045,2	-56 839,3	-60 659,3	-41 545,3	-36 818,1

Source : BCEAO (Octobre 2018)

1.3. Compte de revenu primaire

Le solde du compte de revenu primaire demeure déficitaire, en raison principalement des dividendes versés aux actionnaires au titre des revenus des investissements étrangers ainsi que des intérêts payés sur les autres investissements et la dette publique.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2013 à 2017

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunérations des salariés	3 155,8	2 081,1	1 868,5	-46,8	637,1
Revenus des investissements	-37 982,9	-32 316,7	-35 710,8	-17 534,8	-19 093,2
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	<i>-11 531,4</i>	<i>-10 601,4</i>	<i>-15 993,7</i>	<i>-25 617,2</i>	<i>-60 878,0</i>
Autres revenus primaires	739,8	0,0	0,0	-4 816,8	0,0
Balance du revenu primaire	-34 087,3	-30 235,6	-38 819,7	-22 398,4	-18 456,1
Balance revenu primaire / PIB (en %)	-0,8	-0,6	-0,8	-0,4	-0,3

Source : BCEAO (Octobre 2018)

En 2017, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 18.456,1 millions (0,3% du PIB), en diminution par rapport à l'année 2016 où elles avaient atteint 22.398,4 millions (0,4% du PIB). Cette évolution résulte :

- du recul des intérêts nets réglés sur les autres investissements (-14.782,6 millions),
- de la hausse des revenus perçus (+9.846,2 millions) par les banques et les autres investisseurs résidents au Bénin sur les titres de portefeuille détenus, ainsi que de la progression des intérêts versés par le Trésor Public sur les titres émis (+14.526,0 millions).

⁶ Il s'agit de South Atlantic Petroleum et des consortia CBH-SHELL-PETROBRAS et CENTURY-HUNT OIL-SOBEH

millions) ;

- de l'augmentation des revenus nets versés (+11.661,1 millions) au titre des investissements directs, en relation avec la performance des entreprises bénéficiaires de flux d'investissements directs.

Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Revenus des investissements directs	-62 319,8	-69 105,3	-37 890,0	-1 436,7	-13 097,8
Dont bénéfices réinvestis	-32 465,0	-9 263,8	1 227,8	50 206,7	-9 607,0
Revenus des investissements de portefeuille	37 817,7	45 519,2	20 777,2	21 521,4	16 841,5
Revenus des autres investissements	-13 480,8	-8 730,5	-18 598,1	-37 619,5	-22 836,9
Balance des revenus des investissements	-37 982,9	-32 316,7	-35 710,8	-17 534,8	-19 093,2

Source : BCEAO (Octobre 2018)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, en relation avec les envois de fonds des travailleurs et les transferts reçus par les administrations publiques et les organismes privés dans le cadre de l'aide au développement.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2013 à 2017

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Administration publique	39 037,2	44 030,4	18 222,7	45 792,8	41 382,8
<i>dont aide budgétaire</i>	32 791,8	44 131,2	18 245,7	24 185,2	41 412,3
Autres secteurs	86 573,5	101 070,5	66 475,0	78 402,1	77 229,3
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	69 812,0	77 066,2	66 849,6	79 212,7	70 685,3
Balance revenu secondaire	125 610,6	145 100,9	84 697,7	124 194,9	118 612,0
Balance revenu secondaire/PIB (en %)	2,8	3,0	1,7	2,4	2,2

Source : BCEAO (Octobre 2018)

En 2017, le solde du revenu secondaire s'est élevé à 118.612,0 millions (2,2% du PIB), contre 124.194,9 millions (2,4% du PIB), en diminution de 5.582,9 millions.

Cette évolution est liée au reflux des mobilisations de l'Administration publique (-4.410,0 millions) et des envois de fonds des travailleurs (-8.527,4 millions).

Au titre des appuis budgétaires, les principaux donateurs du Bénin en 2017 sont l'Union Européenne (38.962,5 millions), le Japon (1.900,8 millions), le Programme des Nations Unies pour le Développement (1.184 millions), la Coopération suisse (893,0 millions). Ces ressources ont notamment bénéficié au secteur agricole.

2. COMPTE DE CAPITAL

Le solde excédentaire du compte de capital s'est renforcé, pour s'établir à 113.884,9 millions en 2017 contre 81.568,3 millions en 2016. Cette évolution reflète une progression des transferts en capital reçus par les administrations publiques.

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 113.884,9 millions en 2017 (2,1% du PIB) contre 81.568,3 millions en 2016 (1,6% du PIB), en augmentation de 32.316,6 millions.

Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2013 à 2017

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Transferts en capital	91 934,7	125 904,8	74 326,0	86 660,7	113 946,0
Administration publique	57 314,5	63 866,0	28 800,0	35 050,0	73 275,0
<i>dont remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	34 620,3	62 038,8	45 526,0	46 610,7	40 671,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-83,0	-699,3	-209,0	-92,4	-61,1
Solde du compte de capital	91 851,7	125 205,5	74 117,0	81 568,3	113 884,9
Solde du compte de capital/PIB (en %)	2,0	2,6	1,5	1,6	2,1

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Ce profil haussier est principalement sous-tendu par la progression des transferts en capital reçus par l'Administration publique (+38.225,0 millions). Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable, de l'accès à l'énergie et de la protection de l'enfance. Ces transferts proviennent notamment de la Coopération suisse (13.939,0 millions), du Programme des Nations Unies pour le Développement (7.174,0 millions), de l'Union Européenne (5.134,0 millions), de l'UNICEF (3.728,0 millions).

3. COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un passif net de 303.620,0 millions en 2017 contre 227.705,5 millions en 2016.

Le compte financier⁷ s'est soldé par un passif net de 303.620,0 millions en 2017 contre 227.705,5 millions en 2016. Cette consolidation des flux financiers nets reçus résulte d'une entrée nette d'investissements directs (+30.328,5 millions), d'une hausse des émissions de titres publics par le Trésor du Bénin (+3.726,0 millions) et des mobilisations de financements extérieurs par le Gouvernement (+41.860,0 millions). La hausse des mobilisations de ressources financières extérieures en 2017 s'explique par les besoins liés à la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement.

Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Investissements directs	-149 036,1	-191 804,5	-69 205,1	-67 799,8	-98 128,3
Investissements de portefeuille	-19 486,7	-23 946,9	-117 548,6	-50 793,3	-54 519,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	321,0	0,0	0,0
Autres investissements	-163 171,8	-264 374,6	-261 221,5	-109 112,4	-150 972,4
Solde du compte financier	-331 694,5	-480 126,0	-447 654,2	-227 705,5	-303 620,0
Solde du compte financier/PIB	-7,4	-10,0	-9,1	-4,5	-5,6

Source : BCEAO (Octobre 2018)

3.1. Investissements directs

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 98.128,3 millions en 2017 contre 67.799,8 millions en 2016, en hausse de 30.328,5 millions, en liaison avec les perspectives favorables de l'économie béninoise. Les flux nets d'investissements directs en 2017 sont constitués de prises de participation (18.127,0 millions) et d'instruments de dette (80.001,3 millions).

Les principaux secteurs qui ont reçu ces investissements directs sont l' « intermédiation financière, assurance et retraite » (62,3%), les « transports et entreposages » (19,3%), la « production et distribution d'énergie électrique » (10,1%) et le « commerce de gros et de détail » (8,3%).

La Chine (23,8%), le Sénégal (13,8%), la France (9,2%), le Nigeria (7,5%) et le Burkina Faso (7,5%) sont les principaux pourvoyeurs des investissements directs au Bénin en 2017 (Cf. annexe 4).

⁷ Compilé suivant l'optique BCEAO.

3.2. Investissements de portefeuille

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 54.519,3 millions en 2017 contre 50.793,3 millions, une année plus tôt. Cette évolution s'explique notamment par les émissions de titres réalisés par le Trésor Public, qui se sont traduites vis-à-vis des investisseurs non résidents par un remboursement net des bons (-33.519,0 millions) et une mobilisation nette de ressources par le canal des obligations (+85.705,0 millions).

En 2017, le Trésor Public du Bénin a levé des ressources sur le marché financier de l'Union à hauteur de 565,2 milliards contre 396,6 milliards en 2016. Sur ces montants, les acquisitions des investisseurs des autres pays de l'Union sont ressorties à 275,8 milliards en 2017 contre une réalisation de 166,4 milliards en 2016, en progression de 109,4 milliards.

3.3. Autres investissements

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 150.972,4 millions en 2017 alors qu'ils étaient évalués à 109.112,4 millions en 2016. Ce niveau de réalisation est principalement imprimé par les tirages nets effectués par l'Administration Centrale sous forme d'emprunts auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Les tirages nets effectués par l'Administration Centrale sont ressortis à 118.646,0 millions en 2017, en progression de 11.516,6 millions comparativement à 2016. Les fonds ont été mobilisés principalement auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement (45.283,1 millions), de la Banque Mondiale (26.411,1 millions), de la Banque Africaine de Développement (20.922,4 millions), de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (13.768,6 millions), de RABOBANK Belgique (18.076,6 millions) et de l'Agence Française de Développement (4.642,4 millions).

Les tirages ont été affectés au financement de projets et programmes de développement⁸ dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'environnement, de l'éducation, de l'agriculture et des télécommunications.

Les investissements des autres secteurs sont marqués par un accroissement des dettes nettes de 30.910,7 millions, essentiellement des prêts (+11.691,6 millions). Les emprunts extérieurs ont été mobilisés auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC).

⁸ Les principaux projets bénéficiaires de décaissements en 2017 incluent le projet de construction d'une centrale thermique de 120 mégawatts à Maria Gléta (16,2 milliards de la BIDC et de la BID), le projet de protection de la côte à l'Est et à l'Ouest de Cotonou (14,1 milliards de RABOBANK Belgique), le projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la vallée de l'Ouémé (PAIA-VO) (4,5 milliards FAD-BAD), le projet de facilitation du commerce et du transport sur le corridor Abidjan-Lagos (PFCTCAL) (4,4 milliards du FAD-BAD et AID-Banque Mondiale), le projet de développement de l'accès à l'énergie moderne (PDAEM) (4,1 milliards de l'AID-Banque Mondiale) et le projet d'appui à la filière viande et lait (PAFILAV) (2,9 milliards du FAD/BAD).

4. CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2017, les transactions économiques se sont soldées par un déficit des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 118.287,3 millions moindre que les 168.012,8 millions enregistrés en 2016. Cette évolution porte l'empreinte de la hausse des exportations et des mobilisations de ressources extérieures.

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire.

4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont consolidés de 163.435,9 millions entre 2016 et 2017 pour ressortir à 203.551,8 millions.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
AVOIRS	329 031,9	392 972,2	507 261,7	167 354,1	425 583,8
Position de réserve	273,7	4 765,0	2 736,7	17 243,8	9 336,0
DTS détenus	36 353,4	38 887,7	36 597,8	17 903,1	32 104,1
Avoirs en devises	292 404,8	349 319,5	467 927,1	132 207,2	384 143,6
ENGAGEMENTS	114 552,7	134 194,0	204 010,9	127 238,2	222 032,0
Recours au crédit du FMI	63 915,9	72 692,9	72 513,8	66 845,8	77 734,1
Allocation de DTS	43 364,4	46 313,9	49 399,9	49 497,2	46 087,1
Banques et Institutions étrangères	7 272,4	12 482,7	75 373,9	10 895,2	98 208,9
Autres engagements en monnaies étrangères					
Autres dépôts étrangers					
Transferts à exécuter	0,0	2 704,5	6 723,0	0,0	1,9
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	214 479,2	258 778,1	303 250,8	40 115,9	203 551,8

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

La progression des avoirs en 2017 provient principalement de la hausse des avoirs en devises (+251.936,4 millions) et des droits de tirages spéciaux détenus (+14.201,0 millions). Quant aux engagements, ils sont ressortis en augmentation de 94.793,8 millions en 2017, en relation avec la hausse du crédit du FMI (+ 10.888,3 millions) et la progression des engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères (+87.313,7 millions).

La consolidation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale a été notamment favorisé par le renforcement des rapatriements de recettes d'exportation en liaison avec la progression des exportations.

4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôt autres que la Banque Centrale, constituées des banques, est en recul de 281.723,2 millions, en passant de 940.570,1 millions en 2016 à 658.846,9 millions en 2017. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

POSTES	2013	2014	2015	2016	2017
AVOIRS	939 081,0	1 179 015,0	1 509 354,4	1 626 888,0	1 335 223,1
Banques	939 081,0	1 179 015,0	1 509 354,4	1 626 888,0	1 335 223,1
Autres institutions monétaires					
ENGAGEMENTS	263 489,7	372 672,1	663 906,4	686 317,9	676 376,2
Banques	263 489,7	372 672,1	663 906,4	686 317,9	676 376,2
Autres institutions monétaires					
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	675 591,3	806 342,9	845 448,0	940 570,1	658 846,9

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis déficitaires de 118.287,3 millions en 2017 contre 168.012,8 millions en 2016. Cette évolution porte l'empreinte de l'exécution des règlements de transactions courantes, malgré la consolidation des rapatriements de recettes d'exportation et des mobilisations de ressources extérieures. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
1. Variation des AEN du secteur bancaire	-130 033,6	-130751,6	-39105,2	-95 122,1	281723,2
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	30 956,7	-44298,9	-44472,6	263 134,9	-163 435,9
Solde monétaire (1+2) (a)	-99 076,9	-175 050,5	-83 577,8	168 012,8	118 287,3
Contrepartie de réévaluations (b)	0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde économique (a+b)	-99 076,9	-175 050,5	-83 577,8	168 012,8	118 287,3

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive

5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2017 a été marquée par une augmentation du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 1.877.972,9 millions contre 1.552.001,3 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale représente un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Au 31 décembre 2017, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 1.877.972,9 millions contre 1.552.001,3 millions au 31 décembre 2016. Cette évolution reflète une augmentation des engagements extérieurs consécutive à une hausse des investissements directs, des investissements de portefeuille et des tirages de ressources extérieures.

Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions de FCFA)

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	2 184 436,7	15 034,7	2 365 029,1
Investissements directs	184 676,9	0,0	203 204,1
Investissements de portefeuille	1 083 135,8	17 392,0	1 052 719,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	749 269,7	709,0	683 521,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	481 864,3	689,5	334 784,9
Prêts	252 007,9	0,0	310 692,5
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	13 921,4	0,0	36 699,6
Autres comptes à payer/à recevoir	1 476,0	19,5	1 344,5
Avoirs de réserves	167 354,4	-3 066,3	425 583,7
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	17 903,1	-2 375,5	32 104,1
Position de réserve au FMI	17 243,8	-690,8	9 336,0
Autres avoirs de réserve	132 207,5	0,0	384 143,6
Stocks de passifs financiers (B)	3 736 438,0	-8 864,0	4 243 002,0
Investissements directs	1 270 972,5	0,0	1 387 628,0
Investissements de portefeuille	511 612,3	250,0	594 488,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 953 853,3	-9 114,0	2 260 885,6
Autres titres de participation	857,0	0,0	799,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	422 026,4	0,0	247 275,2
Prêts	1 464 134,3	-5 751,8	1 819 706,8
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	13 788,1	48,0	55 803,4
Autres comptes à payer/à recevoir	3 550,3	0,0	91 214,1
Droits de tirage spéciaux	49 497,2	-3 410,2	46 087,1
Position extérieure globale (A) - (B)	-1 552 001,3	23 898,7	-1 877 972,9

Source : BCEAO (Octobre 2018)

5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

Durant l'année 2017, les avoirs des résidents vis-à-vis des non résidents ont progressé (+8,3%) dans une moindre proportion que leurs engagements (+13,6%), situant le passif net à 1.877.972,9 à fin décembre contre 1.552.001,3 une année plus tôt.

Ainsi, à l'actif le stock s'est établi à 2.365.029,1 millions au 31 décembre 2017 contre 2.184.436,7 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec l'évolution des investissements directs (+10,0%) et malgré un recul des investissements de portefeuille (-2,8%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à 15.034,7 millions.

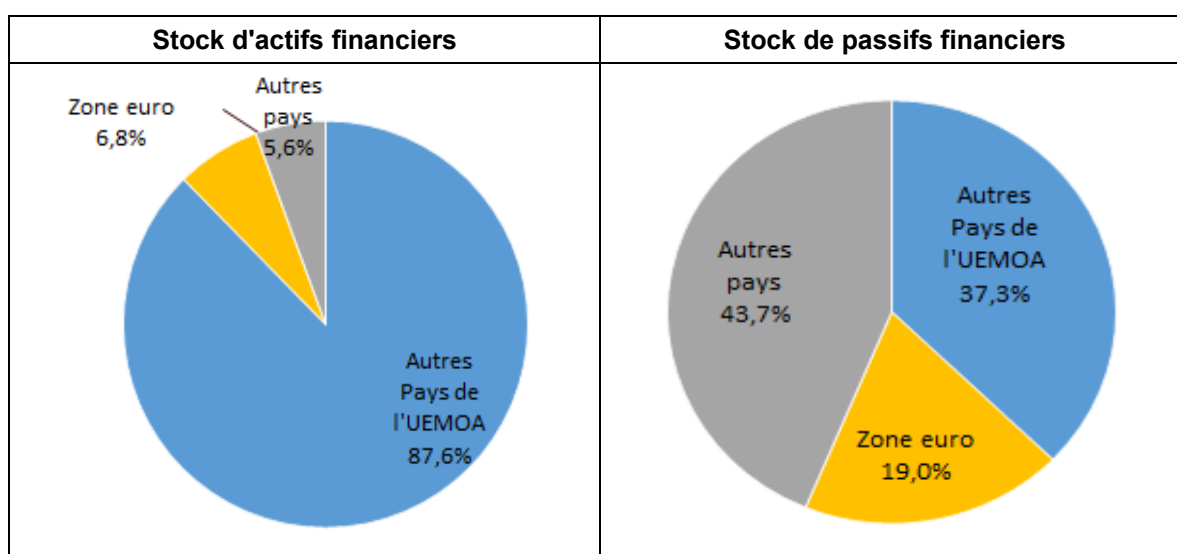
Au passif, l'encours des engagements est ressorti à 4.243.002,0 millions en 2017 contre 3.736.438,0 millions un an plus tôt. Son accroissement, de l'ordre de 13,6%, est principalement porté par les investissements de portefeuille (+16,2%), les autres investissements (+15,7%) et les investissements directs étrangers (+9,2%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à -8.864,0 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et aux réévaluations des avoirs des unités résidentes détenus sur des comptes à l'étranger, en particulier ceux libellés en dollars.

5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 87,6%. Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (44,5%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique. Ils sont également constitués des avoirs de réserve (18,0%), de dépôts (14,2%) et de prêts (13,1%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (43,7%), des pays de l'UEMOA (37,3%) et de la Zone euro (19,0%). Ils se composent d'emprunts (42,9%), d'investissements directs (32,7%) et d'investissements de portefeuille (14,0%).

Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2017



Source : BCEAO (Octobre 2018)

CONCLUSION

Au total, les échanges extérieurs du Bénin ont connu une évolution en cohérence avec le contexte international en phase d'amélioration et une activité économique nationale dont le taux de croissance est estimé à 5,8% en 2017 contre 4,0% un an plus tôt.

Le solde global de la balance des paiements affiche ainsi un déficit de 118.287,1 millions en 2017, en recul de 49.725,7 millions par rapport à celui enregistré en 2016. Cette évolution traduit essentiellement une accentuation du déficit des transactions courantes insuffisamment couverte par la consolidation des mobilisations de ressources extérieures effectuées par le Gouvernement, à travers les émissions de titres publics et les tirages de ressources auprès des partenaires financiers.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes, rapporté au PIB, s'est alourdi en ressortant à 10,0% en 2017 contre 9,4% en 2016, en relation principalement avec une aggravation du solde déficitaire de la balance des biens, consécutive à la progression des importations de produits alimentaires. Outre la progression des mobilisations de ressources extérieures de l'Etat, les entrées nettes d'investissement direct se sont inscrites en hausse. Les investissements directs nets reçus sont ressortis à 98.128,3 millions contre 78.100,0 millions en 2016. Ils ont bénéficié aux secteurs de l'intermédiation financière et des assurances (62,3%), des transports et entreposages (19,3%), de l'industrie (10,1%) et du commerce de gros et de détail (8,3%).

Dans ces conditions, il conviendrait de poursuivre les efforts visant la transformation structurelle de l'économie béninoise, à l'aune des critères définis par la Recommandation N°02/2014/CM/UEMOA du 25 septembre 2014 relative à l'élaboration des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité des Etats membres de l'UEMOA. Dans cette perspective, les actions suivantes mériteraient une attention soutenue :

- la poursuite des efforts de diversification de l'économie, notamment à travers la valorisation des filières agricoles identifiées dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) ;
- l'amélioration du climat des affaires et le recours au Partenariat Public-Privé pour la réalisation des projets et programmes inscrits au PAG ;
- le renforcement de l'offre d'énergie, conformément aux objectifs sectoriels et aux actions identifiées dans le cadre du deuxième compact du Millennium Challenge Account (MCA) ;
- la consolidation de la mobilisation des ressources intérieures, en lien avec les mesures structurelles en cours visant notamment la connexion des bases de données des différentes régies financières, la bancarisation des recettes fiscales et le renforcement de l'efficacité des dépenses publiques, afin de créer un espace budgétaire qui permettra d'accroître les investissements publics, tout en préservant la viabilité de la dette ;
- la poursuite du reprofilage de la dette publique, pour tenir compte des risques de refinancement liés à la dette intérieure.

Encadré 4 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs

Cet encadré retrace les principales actions initiées par le Gouvernement en lien avec les recommandations formulées dans les précédents rapports de présentation des statistiques des comptes extérieurs du Bénin.

1. Diversification agricole

Dans l'objectif d'impulser la diversification agricole, le Gouvernement conduit le projet d'appui à la diversification agricole (33,8 milliards de francs CFA) destiné à renforcer la production de l'ananas, de l'anacarde, du riz et du maïs, le projet de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (13,5 milliards de francs CFA), le projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la vallée de l'Ouémé (37,74 milliards de francs CFA) et le projet d'appui au développement de la chaîne de valeur du karité (3,5 milliards de francs CFA).

2. Renforcement de l'environnement des affaires

Plusieurs mesures de renforcement de l'environnement des affaires ont été prises, notamment le vote par l'Assemblée Nationale le 18 avril 2017 de la loi fixant les régimes économiques spéciaux en République du Bénin. Par ailleurs, le processus de formalisation des entreprises a été simplifié avec la possibilité de création d'entreprise via un site internet dédié.

3. Recours au Partenariat public-privé

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures inscrits dans son Programme d'Actions, le Gouvernement a opté pour un partenariat public-privé (PPP) avec des sociétés privées de construction. Sa mise en œuvre repose sur le cadre juridique et réglementaire des PPP défini par la loi n°2016-24 du 28 juin 2017 et les décrets d'application pris par le Gouvernement.

4. Reprofilage de la dette publique

Dans le cadre de la gestion de la dette publique, une opération de reprofilage a été initiée par le Gouvernement. Elle vise à financer le rachat de certains crédits de court terme contractés auprès de créanciers locaux à des coûts élevés par des emprunts à long terme obtenus auprès de créanciers internationaux à des taux d'intérêt plus favorables.

ANNEXES

Annexe 1 : Balance des paiements 2017, optique BCEAO

Annexe 2 : Balance des paiements 2017 en termes de transactions, présentation standard

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2017

Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités (flux nets) en 2017

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2017

Annexe 6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 7 : Evolution des importations de biens

Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2017

Annexe 1 : Balance des Paiements 2017 (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 713 982,7	2 253 761,9	-539 779,3
011000_1_B_N_N_E	. -- Biens et services	1 483 657,8	2 123 593,0	-639 935,2
110000_1_B_N_N_E	. ---- Biens	1 289 870,5	1 784 437,2	-494 566,6
111000_1_B_N_N_E	. ----- Marchandises générales, base balance des paiements	1 276 706,6	1 784 437,2	-507 730,5
11100z_1_B_N_N_E	. ----- Dont : Réexportations	848 443,1	0,0	848 443,1
112000_1_B_N_N_E	. ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	. ----- Or non monétaire	13 163,9	0,0	13 163,9
120000_1_B_N_N_E	. ---- Services	193 787,2	339 155,8	-145 368,6
123000_1_B_N_N_E	. ----- Transport	83 422,6	250 174,1	-166 751,5
12311z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	77 718,0	177 678,7	-99 960,7
124000_1_B_N_N_E	. ----- Voyages	87 231,7	29 030,6	58 201,0
12E000_1_B_N_N_E	. ----- Autres services	23 133,0	59 951,1	-36 818,1
130000_1_B_N_AL_E	. -- Revenu primaire, dont	69 007,8	87 463,9	-18 456,1
131000_1_B_N_AL_E	. ---- Rémunération des salariés	5 143,8	4 506,7	637,1
300000_3_B_N_AL_E	. ---- Revenus des investissements	63 864,0	82 957,2	-19 093,2
140000_2_B_AL_AL_E	. -- Revenu secondaire	161 317,1	42 705,1	118 612,0
140000_2_B_GG_AL_E	. ---- Administrations publiques	44 058,3	2 675,6	41 382,8
144000_2_B_GG_AL_E	. ----- Coopération internationale courante	44 058,3	2 646,0	41 412,3
140000_2_B_OS_AL_E	. ---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	117 258,8	40 029,5	77 229,3
146000_2_B_OS_AL_E	. ----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	108 535,3	37 850,0	70 685,3
14600z_2_B_OS_AL_E	. ----- Envois de fonds des travailleurs	108 535,3	37 850,0	70 685,3
147000_2_B_OS_AL_E	. ----- Autres transferts courants	8 723,5	2 179,5	6 544,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	113 950,2	65,4	113 884,9
210000_2_B_AL_AL_E	. -- Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	4,2	65,4	-61,1
220000_2_B_AL_AL_E	. -- Transferts de capital	113 946,0	0,0	113 946,0
220000_2_B_GG_AL_E	. ---- Administration publique	73 275,0	0,0	73 275,0
221000_2_B_GG_AL_E	. ----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. ----- Autres transferts de capital	73 275,0	0,0	73 275,0
220000_2_B_OS_AL_E	. ---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40 671,0	0,0	40 671,0
221000_2_B_OS_AL_E	. ----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. ----- Autres transferts de capital	40 671,0	0,0	40 671,0
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	68 317,0	371 937,0	-303 620,0
310000_4_N_AL_AL_E	. -- Investissement direct	18 527,2	116 655,5	-98 128,3
311000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	7 616,9	25 744,0	-18 127,0
312000_4_N_AL_AL_E	. ---- Instruments de dette	10 910,3	90 911,6	-80 001,3
320000_4_N_AL_AL_E	. -- Investissements de portefeuille	27 706,7	82 226,0	-54 519,3
321000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	9 778,0	-9 778,0
322000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de créance	27 706,7	72 448,0	-44 741,3
330000_4_N_AL_AL_E	. -- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	22 083,1	173 055,4	-150 972,4
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	-58,0	58,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	22 083,1	173 113,4	-151 030,4
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	-1 473,6	118 646,0	-120 119,6
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	23 556,7	54 467,4	-30 910,7
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	683,3	521,8	161,5
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	23 068,4	53 945,6	-30 877,3
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 734 412,0	-1 738 399,3	3 987,3
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	25 203,9	143 491,0	-118 287,1
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	-25 203,9	-143 491,0	118 287,1
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	-261 295,6	-103 955,8	-157 339,8
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	236 091,7	-39 535,2	275 626,9

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Annexe 2 : Balance des paiements 2017 en termes de transactions (Présentation standard)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 713 982,7	2 253 761,9	-539 779,3
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	1 483 657,8	2 123 593,0	-639 935,2
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	1 289 870,5	1 784 437,2	-494 566,6
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	1 276 706,6	1 784 437,2	-507 730,5
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - Dont : Réexportations	848 443,1	0,0	848 443,1
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
112100_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
112200_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	13 163,9	0,0	13 163,9
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	193 787,2	339 155,8	-145 368,6
121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	3 321,0	0,0	3 321,0
121100_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	3 321,0	0,0	3 321,0
122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	1 798,1	-1 798,1
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	83 422,6	250 174,1	-166 751,5
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour tous les modes de transports	83 422,6	250 168,0	-166 745,3
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyageurs	5 667,7	56 834,2	-51 166,6
123110_1_B_N_N_E	. - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	4 383,3	-4 383,3
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	77 718,0	177 678,7	-99 960,7
123120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	37,0	15 655,0	-15 618,1
123130_1_B_N_N_E	. - - - - - Transports maritimes	0,0	180 198,0	-180 198,0
123200_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	4 383,3	-4 383,3
12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	0,0	177 192,0	-177 192,0
123220_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	3 006,0	-3 006,0
123230_1_B_N_N_E	. - - - - - Transports aériens	4 456,6	57 147,9	-52 691,3
123300_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyageurs	4 419,7	56 661,2	-52 241,6
123310_1_B_N_N_E	. - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	0,0	486,7	-486,7
123320_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	37,0	0,0	37,0
123330_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres modes de transport	78 966,0	12 822,1	66 144,0
123400_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyageurs	1 248,0	173,0	1 075,0
123410_1_B_N_N_E	. - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	77 718,0	0,0	77 718,0
123420_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	12 649,0	-12 649,0
123430_1_B_N_N_E	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	6,2	-6,2
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	87 231,7	29 030,6	58 201,0
124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	47 939,0	12 584,3	35 354,7
124110_1_B_N_N_E	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	47 939,0	12 584,3	35 354,7
124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	39 292,7	16 446,3	22 846,4
124210_1_B_N_N_E	. - - - - - Santé	616,0	4 506,1	-3 890,0
124220_1_B_N_N_E	. - - - - - Éducation	0,0	947,2	-947,2
124230_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	38 676,6	10 993,0	27 683,6
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	1 953,0	0,0	1 953,0
124011_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'hébergement	1 953,0	0,0	1 953,0
124041_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	0,0	0,0	0,0
124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	801,0	187,5	613,5
125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	801,0	0,0	801,0
125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	187,5	-187,5
126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	4 206,3	6 365,7	-2 159,5
126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	3 721,8	3 143,5	578,3
126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	304,0	3 060,3	-2 756,3
126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	180,5	23,0	157,5
126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	139,0	-139,0
127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	3 368,6	921,0	2 447,6
127100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	3 368,6	921,0	2 447,6
127200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	10,5	-10,5
129000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information	2 635,0	20 637,3	-18 002,3
129100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications	2 627,9	6 891,0	-4 263,1
129200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'informatique	1,1	7 147,9	-7 146,9
129300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'information	6,0	6 598,4	-6 592,4
12A000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services aux entreprises	3 041,1	26 842,5	-23 801,4

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de recherche-développement	125,6	910,8	-785,2
12A200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	1 746,2	19 639,6	-17 893,4
12A300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 169,3	6 292,2	-5 122,8
12B000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12B100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services audio-visuels et connexes	0,0	0,0	0,0
12B200_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	5 760,0	3 188,4	2 571,6
12D000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire	69 007,8	87 463,9	-18 456,1
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	5 143,8	4 506,7	637,1
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	63 864,0	82 957,2	-19 093,2
310000_3_B_N_AL_E	. - - - - Investissements directs	2 668,9	15 766,7	-13 097,8
310000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	1 651,3	15 290,4	-13 639,2
310000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	880,3	4 912,4	-4 032,2
311110_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	438,6	4 912,4	-4 473,9
311120_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	0,0	0,0
311130_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	441,7	0,0	441,7
311131_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	771,0	10 378,0	-9 607,0
310000_3T_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. - - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	1 017,7	476,3	541,3
312100_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	181,7	33,3	148,3
312200_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	516,0	154,0	362,0
312300_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	320,0	289,0	31,0
312310_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Investissements de portefeuille	57 295,1	40 453,5	16 841,5
320000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 664,9	273,0	1 391,9
321100_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1 255,9	273,0	982,9
321200_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	409,0	0,0	409,0
321200_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes	409,0	0,0	409,0
321200_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
320000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	55 630,2	40 180,5	15 449,6
320000_3I_B_N_ST_E	. - - - - - À court terme	21 384,8	6 263,4	15 121,4
320000_3I_B_N_LT_E	. - - - - - À long terme	34 245,4	33 917,1	328,3
340000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Autres investissements	3 900,0	26 736,9	-22 836,9
340000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	3 900,0	26 736,9	-22 836,9
340000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	. - - - - - Autre revenu primaire	0,0	0,0	0,0
132100_1_B_N_AL_E	. - - - - - Taxes sur la production et importations	0,0	0,0	0,0
132200_1_B_N_AL_E	. - - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	. - - - - - Loyers	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	161 317,1	42 705,1	118 612,0
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	44 058,3	2 675,6	41 382,8
141000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Cotisations sociales	0,0	29,6	-29,6
14200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Prestations Sociales)	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Coopération internationale courante	44 058,3	2 646,0	41 412,3
145000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
14500z_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	117 258,8	40 029,5	77 229,3
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	108 535,3	37 850,0	70 685,3

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	108 535,3	37 850,0	70 685,3
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	8 723,5	2 179,5	6 544,0
141000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	0,9	1,0	-0,1
143000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Prestations sociales	0,0	11,9	-11,9
148000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	4 374,8	640,6	3 734,2
149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	108,8	1 526,0	-1 417,2
144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	0,0	0,0	0,0
145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	4 239,0	0,0	4 239,0
14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	113 950,2	65,4	113 884,9
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	4,2	65,4	-61,1
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	113 946,0	0,0	113 946,0
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	73 275,0	0,0	73 275,0
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	73 275,0	0,0	73 275,0
22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40 671,0	0,0	40 671,0
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	40 671,0	0,0	40 671,0
22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 827 932,9	2 253 827,3	-425 894,4
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	93 520,9	515 428,0	-421 907,1
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	93 520,9	515 428,0	-421 907,1
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	18 527,2	116 655,5	-98 128,3
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	7 616,9	25 744,0	-18 127,0
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	6 845,9	15 366,0	-8 520,1
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	6 845,9	15 366,0	-8 520,1
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	771,0	10 378,0	-9 607,0
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	10 910,3	90 911,6	-80 001,3
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	10 594,6	98 445,8	-87 851,2
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	315,7	-7 534,3	7 850,0
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	-47 808,0	82 626,1	-130 434,1
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	-188,0	10 178,1	-10 366,1
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-188,0	400,1	-588,1
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	9 778,0	-9 778,0
321000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	9 778,0	-9 778,0
321100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	-47 620,0	72 448,0	-120 068,0
322000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
322000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-75 326,7	0,0	-75 326,7
322000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-30 648,7	0,0	-30 648,7
322000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	-44 678,0	0,0	-44 678,0
322000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	72 448,2	-72 448,2
322000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	-1 479,0	1 479,0
322000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	73 927,2	-73 927,2
322000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	27 706,7	-0,2	27 706,9
322000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	180,0	0,0	180,0
322000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	27 526,7	-0,2	27 526,9
322000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	27 706,7	0,0	27 706,7
322000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	180,0	0,0	180,0
322000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	27 526,7	0,0	27 526,7
322000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	-0,2	0,2
322000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	-0,2	0,2
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	-138 493,9	316 146,4	-454 640,3
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres titres de participation	0,0	-58,0	58,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-219 805,7	-174 751,3	-45 054,5
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-331,4	331,4
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	-331,4	331,4
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-218 332,0	-174 419,9	-43 912,1
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-218 332,0	-174 419,9	-43 912,1
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	-1 473,6	0,0	-1 473,6
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	-1 473,6	0,0	-1 473,6
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	-0,1	0,0	-0,1
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	-0,1	0,0	-0,1
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	-0,1	0,0	-0,1
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	-0,1	0,0	-0,1
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	195,0	0,0	195,0
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Prêts	58 684,6	361 324,3	-302 639,7
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	16 640,1	-16 640,1
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	16 640,1	-16 640,1
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	57 926,0	213 588,0	-155 662,0
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	51 681,0	-2,0	51 683,0
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	6 245,0	213 590,0	-207 345,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	118 646,0	-118 646,0
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - Autres à long terme	0,0	118 646,0	-118 646,0
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	758,6	12 450,2	-11 691,6
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	758,6	391,5	367,1
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	12 058,7	-12 058,7
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	683,4	521,8	161,6
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	683,4	298,0	385,4

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	223,8	-223,8
343000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	75,2	11 928,4	-11 853,2
343000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	75,2	93,5	-18,3
343000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	11 834,9	-11 834,9
344000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Crédits commerciaux et avances	22 778,2	41 967,4	-19 189,2
345000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	22 778,2	41 967,4	-19 189,2
345000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	-116,3	-78,3	-38,0
345000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	22 894,5	42 045,7	-19 151,2
345000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	22 778,2	41 967,4	-19 189,2
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	-116,3	-78,3	-38,0
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	22 894,5	42 045,7	-19 151,2
346000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	-151,0	87 663,9	-87 814,9
346000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	87 647,0	-87 647,0
346000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	87 647,0	-87 647,0
346000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-171,0	-33,0	-138,0
346000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	-171,0	-33,0	-138,0
346000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	20,0	49,9	-29,9
346000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	20,0	49,9	-29,9
346000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	20,0	49,9	-29,9
346000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	20,0	49,9	-29,9
347000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,1	-0,1
350000_4_N_AL_AL_E	. - - Avoirs de réserve	261 295,6	0,0	261 295,6
351000_4_N_AL_AL_E	. - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	16 576,5	0,0	16 576,5
353000_4_N_AL_AL_E	. - - - Position de réserve au FMI	-7 217,0	0,0	-7 217,0
354000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres avoirs de réserve	251 936,1	0,0	251 936,1
354100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	251 936,1	0,0	251 936,1
354110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	-1 000,4	0,0	-1 000,4
354120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur d'autres entités	252 936,5	0,0	252 936,5
354200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354210_4_N_AL_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 734 412,0	-1 738 399,3	3 987,3

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2017

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	2 184 436,7	15 034,7	2 365 029,1	165 557,7	3 736 438,0	-8 864,0	4 243 002,0	515 428,0
. - - Investissement direct	184 676,9	0,0	203 204,1	18 527,2	1 270 972,5	0,0	1 387 628,0	116 655,5
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	28 653,2	0,0	35 420,2	6 767,0	685 896,3	0,0	706 802,5	20 906,2
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	27 918,9	0,0	34 764,8	6 845,9	699 058,3	0,0	714 424,3	15 366,0
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	27 737,9	0,0	34 583,8	6 845,9	699 058,3	0,0	714 424,3	15 366,0
. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Entre entreprises sœurs	181,0	0,0	181,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	734,3	0,0	655,4	-78,9	-13 162,0	0,0	-7 621,8	5 540,2
. - - - - Instruments de dette	156 023,7	0,0	167 783,9	11 760,2	585 076,2	0,0	680 825,5	95 749,3
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	155 552,8	0,0	166 997,2	11 444,4	573 933,6	0,0	677 217,4	103 283,8
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Entre entreprises sœurs	471,0	0,0	786,7	315,7	11 142,3	0,0	3 608,1	-7 534,3
. - - Investissements de portefeuille	1 083 135,8	17 392,0	1 052 719,7	-47 808,0	511 612,3	250,0	594 488,4	82 626,1
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	3 327,0	0,0	3 139,0	-188,0	26 886,3	250,0	37 314,4	10 178,1
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	2 953,0	0,0	2 765,0	-188,0	2 295,1	0,0	2 695,2	400,1
. - - - - - Autres secteurs	374,0	0,0	374,0	0,0	24 591,2	250,0	34 619,2	9 778,0
. - - - - - Autres sociétés financières	369,0	0,0	369,0	0,0	393,0	250,0	643,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5,0	0,0	5,0	0,0	24 198,2	0,0	33 976,2	9 778,0
. - - - - Titres de créance	1 079 808,8	17 392,0	1 049 580,8	-47 620,0	484 726,0	0,0	557 174,0	72 448,0
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	982 828,7	17 392,0	924 894,1	-75 326,7	3 200,0	0,0	3 200,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À court terme	326 707,5	-12 638,0	283 420,8	-30 648,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	656 121,2	30 030,0	641 473,3	-44 678,0	3 200,0	0,0	3 200,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	481 516,3	0,0	553 964,5	72 448,2
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	102 795,0	0,0	101 316,0	-1 479,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	378 721,3	0,0	452 648,5	73 927,2
. - - - - - Autres secteurs	96 980,0	0,0	124 686,7	27 706,7	9,7	0,0	9,5	-0,2
. - - - - - À court terme	510,0	0,0	690,0	180,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	96 470,0	0,0	123 996,7	27 526,7	9,7	0,0	9,5	-0,2
. - - - - - Autres sociétés financières	96 980,0	0,0	124 686,7	27 706,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	510,0	0,0	690,0	180,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	96 470,0	0,0	123 996,7	27 526,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	9,7	0,0	9,5	-0,2
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	9,7	0,0	9,5	-0,2
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	749 269,7	709,0	683 521,6	-66 457,1	1 953 853,3	-9 114,0	2 260 885,6	316 146,4
. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	857,0	0,0	799,0	-58,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	481 864,3	689,5	334 784,9	-147 768,9	422 026,4	0,0	247 275,2	-174 751,3
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	7 471,1	0,0	7 139,7	-331,4
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	7 471,1	0,0	7 139,7	-331,4
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	375 911,0	0,0	157 579,0	-218 332,0	414 555,3	0,0	240 135,5	-174 419,9
. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	375 911,0	0,0	157 579,0	-218 332,0	414 555,3	0,0	240 135,5	-174 419,9
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Administrations publiques	3 227,7	689,5	2 443,6	-1 473,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	3 227,7	689,5	2 443,6	-1 473,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	102 725,6	0,0	174 762,3	72 036,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	61 636,1	0,0	104 858,1	43 222,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,7	0,0	0,6	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,7	0,0	0,6	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	102 724,9	0,0	174 761,7	72 036,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	102 724,9	0,0	174 761,7	72 036,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Prêts	252 007,9	0,0	310 692,5	58 684,6	1 464 134,3	-5 751,8	1 819 706,8	361 324,3
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	66 845,8	-5 751,8	77 734,1	16 640,1
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	66 845,8	-5 751,8	77 734,1	16 640,1
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	246 984,0	0,0	304 910,0	57 926,0	67 294,0	0,0	280 882,0	213 588,0
. - - - - - À court terme	133 321,0	0,0	185 002,0	51 681,0	21,0	0,0	19,0	-2,0
. - - - - - À long terme	113 663,0	0,0	119 908,0	6 245,0	67 273,0	0,0	280 863,0	213 590,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1 263 240,0	0,0	1 381 886,0	118 646,0
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1 263 240,0	0,0	1 381 886,0	118 646,0
. - - - - - Autres secteurs	5 023,9	0,0	5 782,5	758,6	66 754,5	0,0	79 204,7	12 450,2
. - - - - - À court terme	5 023,9	0,0	5 782,5	758,6	1 873,2	0,0	2 264,7	391,5
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	64 881,3	0,0	76 940,1	12 058,7
. - - - - - Autres sociétés financières	4 984,5	0,0	5 667,9	683,4	4 167,4	0,0	4 689,2	521,8
. - - - - - À court terme	4 984,5	0,0	5 667,9	683,4	1 671,8	0,0	1 969,8	298,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 495,6	0,0	2 719,4	223,8
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	39,4	0,0	114,6	75,2	62 587,1	0,0	74 515,5	11 928,4
. - - - - - À court terme	39,4	0,0	114,6	75,2	201,4	0,0	294,8	93,5

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	62 385,8	0,0	74 220,7	11 834,9
. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Crédits commerciaux et avances	13 921,4	0,0	36 699,6	22 778,2	13 788,1	48,0	55 803,4	41 967,4
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	13 921,4	0,0	36 699,6	22 778,2	13 788,1	48,0	55 803,4	41 967,4
. - - - - À court terme	1 686,4	0,0	1 570,1	-116,3	597,2	48,0	566,9	-78,3
. - - - - À long terme	12 235,1	0,0	35 129,5	22 894,5	13 190,9	0,0	55 236,6	42 045,7
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	13 921,4	0,0	36 699,6	22 778,2	13 788,1	48,0	55 803,4	41 967,4
. - - - - À court terme	1 686,4	0,0	1 570,1	-116,3	597,2	48,0	566,9	-78,3
. - - - - À long terme	12 235,1	0,0	35 129,5	22 894,5	13 190,9	0,0	55 236,6	42 045,7
. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	1 476,0	19,5	1 344,5	-151,0	3 550,3	0,0	91 214,1	87 663,9
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	3 424,1	0,0	91 071,1	87 647,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	3 424,1	0,0	91 071,1	87 647,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	293,0	0,0	122,0	-171,0	45,0	0,0	12,0	-33,0
. - - - - - À court terme	293,0	0,0	122,0	-171,0	45,0	0,0	12,0	-33,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	19,5	19,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	19,5	19,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	1 183,0	0,0	1 203,0	20,0	81,2	0,0	131,0	49,9
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	67,0	0,0	67,0	0,0
. - - - - - À long terme	1 183,0	0,0	1 203,0	20,0	14,2	0,0	64,0	49,9
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	67,0	0,0	67,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	67,0	0,0	67,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 183,0	0,0	1 203,0	20,0	14,2	0,0	64,0	49,9
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	1 183,0	0,0	1 203,0	20,0	14,2	0,0	64,0	49,9
. - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	49 497,2	-3 410,2	46 087,1	0,1
. - - Avoirs de réserve	167 354,4	-3 066,3	425 583,7	261 295,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Droits de tirage spéciaux	17 903,1	-2 375,5	32 104,1	16 576,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Position de réserve au FMI	17 243,8	-690,8	9 336,0	-7 217,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autres avoirs de réserve	132 207,5	0,0	384 143,6	251 936,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	132 207,5	0,0	384 143,6	251 936,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	2 907,5	0,0	1 907,1	-1 000,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Créances sur d'autres entités	129 300,0	0,0	382 236,5	252 936,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Commu nication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	0,0	-309,4	0,0	0,0	0,0	-15 035,8	0,0	0,0	0,0	61 325,7	0,0	0,0	45 980,6
<i>UEMOA</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>13,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-15 035,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>40 336,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>25 313,6</i>
Burkina	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	38,3	0,0	0,0	0,0	7 281,0	0,0	0,0	7 319,3
Guinée-Bissau	0,0	0,0	487,8	0,0	0,0	0,0	-975,6	0,0	0,0	0,0	4 184,5	0,0	0,0	3 696,7
Mali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0	0,0	0,0	1 500,0
Sénégal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-166,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-166,0
Togo	0,0	0,0	-481,5	0,0	0,0	0,0	98,4	0,0	0,0	0,0	13 939,3	0,0	0,0	13 556,1
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6 525,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6 525,9</i>
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-846,0	0,0	0,0	-846,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 371,9	0,0	0,0	7 371,9
<i>CEMAC</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 114,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 114,6</i>
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-322,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>13 349,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>13 026,5</i>
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 205,5	0,0	0,0	4 205,5
EUROPE	0,0	0,0	219,0	0,0	0,0	0,0	-191,6	18 916,2	0,0	0,0	-153,3	0,0	0,0	18 790,3
<i>UNION EUROPEENNE</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-191,6</i>	<i>9 566,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-153,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>9 221,3</i>
<i>ZONE EURO dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-191,6</i>	<i>9 566,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-153,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>9 221,3</i>
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-191,6	9 479,3	0,0	0,0	-253,3	0,0	0,0	9 034,4
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Irlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86,9
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Union Européenne hors Zone euro dont :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Europe hors UE dont :	0,0	0,0	219,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 350,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 569,0
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	219,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	219,0
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont:	0,0	0,0	-34,8	9 900,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 865,2
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	-34,8	9 900,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 865,2
ASIE dont :	0,0	0,0	144,9	0,0	0,0	0,0	23 342,4	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23 492,3
Chine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23 394,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23 394,4
Inde	0,0	0,0	144,9	0,0	0,0	0,0	-52,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	92,9
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	19,7	9 900,0	0,0	0,0	8 115,0	18 921,2	0,0	0,0	61 172,4	0,0	0,0	98 128,3

Source : BCEAO (Octobre 2018)

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2017

Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2017 à partir des statistiques officielles

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		5 928,8	7 906,0	32,3	31 899,1	21 983,2	935,4	8 676,1	77 360,9
	Burkina Faso	840,3		14 170,5	1,9	17 326,9	11 444,3	7 065,3	13 543,6	64 392,8
	Côte d'Ivoire	35 584,9	315 525,8		654,9	274 355,2	44 381,2	78 771,1	66 736,4	816 009,6
	Guinée Bissau					3,5		59,7		63,2
	Mali	2 198,7	57 979,1	54 497,5	78,9		5 185,0	50 494,6	1 276,6	171 710,3
	Niger	8 800,3	27 851,4	3 485,1	70,1	59 422,2		60,7	3 946,7	103 636,4
	Sénégal	11 125,0	34 601,8	84 632,2	36 056,4	334 120,4	10 647,0		14 625,4	525 808,1
	Togo	148 900,5	108 834,9	50 205,5	41,1	38 646,2	47 800,9	8 503,6		392 932,7
	UEMOA	207 449,5	550 721,8	204 896,8	36 935,5	755 773,4	141 441,6	145 890,4	104 804,9	2 151 914,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2018)

Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlées en 2017

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		632,1	1 231,8	0,0	8 742,6	9 920,4	891,3	0,0	21 418,2
	Burkina Faso	1 918,4		473,1	0,0	701,8	1 491,7	241,0	0,0	4 826,0
	Côte d'Ivoire	3 793,8	1 938,2		0,0	1 264,4	548,6	556,9	2 460,5	10 562,4
	Guinée Bissau	279,0	0,0	84,8		76,2	0,0	5 985,0	6,5	6 431,5
	Mali	115,5	326,4	2 272,6	231,0		14 296,6	0,0	0,0	17 242,2
	Niger	30 256,3	368,6	0,0	0,0	9 820,9		3 559,5	0,0	44 005,3
	Sénégal	41,7	61,6	895,3	3 251,2	48 258,1	329,8		218,1	53 055,8
	Togo	8 732,7	4 986,7	474,4	0,0	8 668,9	8 218,1	0,0		31 080,8
	UEMOA	45 137,5	8 313,5	5 432,0	3 482,2	77 532,8	34 805,3	11 233,7	2 685,1	188 622,2

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2018)

Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 560,9	9 137,8	32,3	40 641,7	31 903,7	1 826,7	8 676,1	98 779,2
	Burkina Faso	2 758,7		14 643,6	1,9	18 028,7	12 936,0	7 306,3	13 543,6	69 218,8
	Côte d'Ivoire	39 378,7	317 464,0		654,9	275 619,6	44 929,8	79 328,1	69 196,9	826 571,9
	Guinée Bissau	279,0	0,0	84,8		79,7	0,0	6 044,7	6,5	6 494,7
	Mali	2 314,2	58 305,5	56 770,1	309,9		19 481,6	50 494,6	1 276,6	188 952,5
	Niger	39 056,6	28 219,9	3 485,1	70,1	69 243,1		3 620,2	3 946,7	147 641,7
	Sénégal	11 166,7	34 663,4	85 527,5	39 307,6	382 378,5	10 976,8		14 843,5	578 863,9
	Togo	157 633,1	113 821,6	40 680,0	41,1	47 315,1	56 019,1	8 503,6		424 013,5
	UEMOA	252 587,0	559 035,3	210 328,8	40 417,7	833 306,2	176 246,9	157 124,1	111 490,0	2 340 536,1

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2018)

Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 052,7	1 624,3	155,1	1 039,4	2 331,0	3 523,6	6 937,1	19 663,1
	Burkina Faso	16 451,7		958,8	99,3	3 426,1	4 777,7	4 259,6	10 362,5	40 335,6
	Côte d'Ivoire	13 693,8	13 965,1		86,4	5 949,0	2 214,2	5 606,9	7 613,7	49 129,1
	Guinée-Bissau	62,0	144,0	147,4		3,4	16,6	3 967,0	45,5	4 385,8
	Mali	3 699,4	10 866,1	5 102,4	918,3		3 455,6	5 262,1	2 635,3	31 939,3
	Niger	5 640,5	2 294,6	2 889,8	25,0	1 572,5		5 324,5	4 602,3	22 349,1
	Sénégal	2 572,0	8 830,0	2 143,3	1 428,9	3 572,2	1 576,0		716,9	20 839,3
	Togo	17 975,3	1 655,6	1 343,3	104,6	1 292,5	1 174,3	5 597,2		29 142,7
	UEMOA	60 094,7	41 808,1	14 209,3	2 817,5	16 855,0	15 545,4	33 540,8	32 913,3	217 784,1

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2018)

Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3794,9	6078,0	9,2	4029,0	1014,9	3908,0	3385,9	22220,0
	Burkina Faso	3694		11732,1	24,2	19776,3	2066,2	7159,4	5786,0	50238,2
	Côte d'Ivoire	10408,5	14286,3		65,3	66563,3	8742,6	20722,5	15050,8	135839,4
	Guinée-Bissau	310,0	48,4	118,5		2360,9	348,84	7022,0	257,3	10465,9
	Mali	2433,5	6610,9	4545,7	50,5		5544,7	24559,9	6016,4	49761,6
	Niger	1068,0	1460,2	5040,1	96,8	8853,0		3819,8	7457,8	27795,7
	Sénégal	3102,19	3656,7	6484,7	3469,2	22825,3	6454,5		3352,4	49345,0
	Togo	2951,4	3402,7	6129,7	7,9	5319,6	4869,3	3495,2		26304,7
	UEMOA	23967,5	33260,1	40128,7	3723,3	129727,6	29041,1	70686,8	41306,6	371841,6

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2018)

Annexe 6 : Evolution des exportations en 2017

Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation (%)	Valeurs (en millions de FCFA)		Variation (%)	Part relative (en %)	
	2016	2017		2016	2017		2016	2017
PRODUITS DU COTON	165 559,8	359 905,4	117,4	117 486,3	243 674,3	107,4	48,5	56,7
Fibres de coton	113 625,9	233 577,9	105,6	110 358,4	211 767,6	91,9	45,5	49,3
Graines de Coton	28 724,9	63 886,8	122,4	2 047,3	13 900,8	579,0	0,8	3,2
Tourteaux de coton	18 363,0	39 467,0	114,9	2 344,5	4 029,0	71,8	1,0	0,9
Huile de coton	4 845,9	22 973,7	374,1	2 736,1	13 976,9	410,8	1,1	3,3
PROD. DU PALMIER	41 838,5	17 730,1	-57,6	2 762,3	14 003,1	406,9	1,1	3,3
Huile de palme	41 627,1	17 518,7	-57,9	2 736,1	13 976,9	410,8	1,1	3,3
Huile de palmiste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux de palmiste	211,4	211,4	0,0	26,2	26,2	0,0	0,0	0,0
AUTRES PRODUITS dont	636 776,2	644 847,0	1,3	122 038,7	172 014,2	41,0	50,4	40,0
Viande et abats comestibles	4,8	15 611,2	325 133,3	12,8	13 252,3	103 433,6	0,0	3,1
Noix d'anacarde	75 487,6	84 569,9	12,0	23 141,9	48 289,6	108,7	9,6	11,2
Riz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	18,8	20,3	8,0	160,9	15,0	-90,7	0,1	0,0
Sucre et sucrerie	12 222,8	9 522,6	-22,1	3 400,5	2 992,9	-12,0	1,4	0,7
Boissons	1 688,3	969,0	-42,6	459,2	494,9	7,8	0,2	0,1
Bois et ouvrages en bois	14 191,3	30 961,3	118,2	3 349,8	4 588,1	37,0	1,4	1,1
Produits pétroliers	50,6	33 306,5	65 723,1	8 583,0	10 724,1	24,9	3,5	2,5
Métaux précieux	0,0	17,5	0,0	10 615,1	13 163,9	24,0	4,4	3,1
Fer fonte et acier	66 426,0	32 037,4	-51,8	12 135,0	9 374,3	-22,7	5,0	2,2
TOTAL (statistiques officielles)	844 174,5	1 022 482,5	21,1	242 287,3	429 691,5	77,3	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2018)

Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Produits du coton	133 406,4	156 237,4	168 432,9	117 486,3	243 674,3
Produits du palmier	3 544,1	2 797,5	2 898,3	2 762,3	14 003,1
Autres produits	177 828,6	314 707,5	198 312,5	122 038,7	172 014,2
Total statistiques officielles	314 779,1	473 742,4	369 643,7	242 287,3	429 691,6
Ajustement de champ	664 346,6	793 543,8	625 457,6	809 995,7	860 178,9
<i>dont réexportation</i>	531 551,6	641 507,0	555 099,0	762 669,0	848 443,1
Exportations totales ajustées	979 125,7	1 267 286,2	995 101,3	1 052 283,0	1 289 870,5

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

Annexe 6.3 : Répartition géographique des exportations officielles

Régions	2015	2016	2017	2016	2017
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	219 944,5	137 008,7	271 249,8	56,5	63,1
Chine	19 479,4	16 127,7	33 615,0	6,7	7,8
Taiwan	164,7	1 093,1	51,7	0,5	0,0
Vietnam	27 579,0	7 798,2	59 777,4	3,2	13,9
Pakistan	10 348,9	4 219,0	2 509,1	1,7	0,6
Indonésie	13 837,6	2 684,8	4 148,4	1,1	1,0
Bangladesh	27 457,6	24 797,4	54 069,2	10,2	12,6
Thaïlande	3 197,9	1 241,1	255,0	0,5	0,1
Inde	48 475,0	37 324,6	44 957,8	15,4	10,5
Malaisie	32 534,3	31 913,7	49 168,7	13,2	11,4
Singapour	29 013,5	1 612,0	2 760,1	0,7	0,6
Autres	7 856,6	8 197,1	19 937,2	3,4	4,6
EUROPE	39 473,2	31 386,1	38 952,6	13,0	9,1
Union Européenne	32 477,8	20 315,0	31 939,1	8,4	7,4
Belgique	2 719,6	2 666,1	4 646,9	1,1	1,1
France	9 001,8	4 960,3	2 652,7	2,0	0,6
Allemagne	1 597,8	671,4	859,8	0,3	0,2
Espagne	1 982,5	1 801,7	753,1	0,7	0,2
Portugal	1 597,3	742,9	1 248,4	0,3	0,3
Pays bas	5 639,7	2 051,6	6 279,0	0,8	1,5
Italie	1 567,5	2 361,9	720,8	1,0	0,2
Danemark	7 880,0	4 957,9	14 377,3	2,0	3,3
Autres	491,6	101,3	401,3	0,0	0,1
Non Union Européenne	6 995,4	11 071,0	7 013,5	4,6	1,6
Norvège	22,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	4 171,5	1 788,9	3 985,7	0,7	0,9
Autres	2 801,1	9 282,1	3 027,8	3,8	0,7
AFRIQUE	105 339,7	68 161,4	106 079,0	28,1	24,7
UEMOA	52 086,0	33 989,2	39 064,2	14,0	9,1
Burkina	2 259,0	2 696,5	5 928,9	1,1	1,4
Côte d'Ivoire	6 252,9	7 144,3	6 891,0	2,9	1,6
Mali	240,9	347,4	764,2	0,1	0,2
Niger	35 250,9	14 592,8	16 703,8		
Sénégal	1 682,0	366,3	935,4	0,2	0,2
Togo	6 397,2	8 841,8	7 808,6	3,6	1,8
NON UEMOA	53 253,7	34 172,2	67 014,8	14,1	15,6
Ghana	5 527,5	2 867,8	1 773,5	1,2	0,4
Nigeria	23 210,6	16 013,9	42 173,7	6,6	9,8
Tchad	4 633,3	427,6	986,8	0,2	0,2
Afrique du Sud	3 763,8	1 466,9	2 913,0	0,6	0,7
Gabon	624,8	667,7	765,5	0,3	0,2
Autres	15 493,7	12 728,3	18 402,3	5,3	4,3
AMERIQUE	4 689,7	5 725,9	13 408,9	2,4	3,1
USA	2 540,3	4 139,0	13 044,6	1,7	3,0
Canada	18,0	248,0	20,7	0,1	0,0
Brésil	0,0	0,5	7,7	0,0	0,0
Colombie	2 083,6	1 211,3	3,4	0,5	0,0
Autres	47,8	127,2	332,4	0,1	0,1
Non classés ailleurs	196,6	5,2	1,4	0,0	0,0
TOTAL (statistiques officielles)	369 643,7	242 287,3	429 691,5	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2018)

Annexe 6.4 : Répartition géographique des exportations ajustées

Régions	2015	2016	2017	2016	2017
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	219 944,5	137 008,7	271 249,8	13,0	21,0
Chine	19 479,4	16 127,7	33 615,0	1,5	2,6
Taiwan	164,7	1 093,1	51,7	0,1	0,0
Vietnam	27 579,0	7 798,2	59 777,4	0,7	4,6
Pakistan	10 348,9	4 219,0	2 509,1	0,4	0,2
Indonésie	13 837,6	2 684,8	4 148,4	0,3	0,3
Bangladesh	27 457,6	24 797,4	54 069,2	2,4	4,2
Thaïlande	3 197,9	1 241,1	255,0	0,1	0,0
Inde	48 475,0	37 324,6	44 957,8	3,5	3,5
Malaisie	32 534,3	31 913,7	49 168,7	3,0	3,8
Singapour	29 013,5	1 612,0	2 760,1	0,2	0,2
Autres	7 856,6	8 197,1	19 937,2	0,8	1,5
EUROPE	39 473,2	31 386,1	38 952,6	3,0	3,0
Union Européenne	32 477,8	20 315,0	31 939,1	1,9	2,5
Belgique	2 719,6	2 666,1	4 646,9	0,3	0,4
France	9 001,8	4 960,3	2 652,7	0,5	0,2
Allemagne	1 597,8	671,4	859,8	0,1	0,1
Espagne	1 982,5	1 801,7	753,1	0,2	0,1
Portugal	1 597,3	742,9	1 248,4	0,1	0,1
Pays bas	5 639,7	2 051,6	6 279,0	0,2	0,5
Italie	1 567,5	2 361,9	720,8	0,2	0,1
Danemark	7 880,0	4 957,9	14 377,3	0,5	1,1
Autres	491,6	101,3	401,3	0,0	0,0
Non Union Européenne	6 995,4	11 071,0	7 013,5	1,1	0,5
Norvège	22,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	4 171,5	1 788,9	3 985,7	0,2	0,3
Autres	2 801,1	9 282,1	3 027,8	0,9	0,2
AFRIQUE	730 797,3	878 157,6	966 257,4	83,5	74,9
UEMOA	122 444,6	129 315,2	98 779,2	12,3	7,7
Burkina	3 636,5	4 540,0	6 560,9	0,4	0,5
Côte d'Ivoire	7 491,3	9 923,7	9 137,8	0,9	0,7
Mali	34 652,2	50 769,2	40 641,7	4,8	3,2
Niger	63 780,0	46 307,5	31 903,7	4,4	2,5
Sénégal	885,7	543,9	1 826,7	0,1	0,1
Togo	11 988,0	17 221,9	8 676,1	1,6	0,7
NON UEMOA	608 352,7	748 842,4	867 478,2	71,2	67,3
Ghana	5 527,5	2 867,8	1 773,5	0,3	0,1
Nigeria	578 309,6	730 684,1	842 637,2	69,4	65,3
Gabon	4 633,3	427,6	986,8	0,0	0,1
Tchad	3 763,8	1 466,9	2 913,0	0,1	0,2
Afrique du Sud	624,8	667,7	765,5	0,1	0,1
Autres	15 493,7	12 728,3	18 402,3	1,2	1,4
AMERIQUE	4 689,7	5 725,9	13 408,9	0,5	1,0
USA	2 540,3	4 139,0	13 044,6	0,4	1,0
Canada	18,0	248,0	20,7	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,5	7,7	0,0	0,0
Colombie	2 083,6	1 211,3	3,4	0,1	0,0
Autres	47,8	127,2	332,4	0,0	0,0
Non classés ailleurs	196,6	5,2	1,9	0,0	0,0
TOTAL	995 101,3	1 052 283,5	1 289 870,5	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2018)

Annexe 7 : Evolution des importations en 2017

Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires	585 902,6	846 834,3	605 866,9	766 126,9	969 009,4
Autres biens de consommation	140 699,7	167 841,4	154 439,4	127 709,9	124 875,3
Biens intermédiaires	204 670,4	207 909,6	172 392,7	157 726,5	139 497,5
Produits énergétiques	204 821,0	258 352,5	258 071,3	204 101,1	307 116,3
Biens d'équipement	280 476,9	366 182,6	283 076,5	222 461,1	218 508,5
Autres biens non classés ailleurs	7 376,7	7 582,3	8 625,0	6 739,5	10 822,0
Total statistiques officielles	1 423 947,3	1 854 702,7	1 482 471,8	1 484 865,0	1 769 829,0
Ajustement de champ	270 138,0	218 740,0	229 922,0	218 656,0	263 950,8
Commerce non enregistré	270 138,0	218 740,0	229 922,0	218 656,0	263 950,8
IMPORTATIONS TOTALES CAF	1 694 085,3	2 073 442,7	1 712 393,8	1 703 521,0	2 033 779,8
PIB à prix courants	4 524 137,1	4 799 495,9	4 903 823,5	5 084 000,0	5 382 000,0
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	37,4	43,2	34,9	33,5	37,8

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

POSTES	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeurs en millions de FCFA		Variation (%)	Part en 2017 (%)
	2016	2017		2016	2017		
PRODUITS ALIMENTAIRES	2 424 888,0	2 871 602,4	18,4	766 126,9	969 009,4	26,5	54,8
Céréales	1 505 559,4	1 972 172,5	31,0	453 761,7	620 944,5	36,8	35,1
dont Riz	1504768,7	1 955 257,9	29,9	453 443,3	618 198,9	36,3	34,9
Sucres et sucreries	69 303,1	115 857,1	67,2	20 351,7	34 319,2	68,6	1,9
Boissons et tabacs	38 267,6	23 762,1	-37,9	9 753,8	6 674,3	-31,6	0,4
Autres produits alimentaires	811 757,9	759 810,6	-6,4	282 259,7	307 071,4	8,8	17,4
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	270 909,6	256 291,4	-5,4	127 709,9	124 875,3	-2,2	7,1
BIENS INTERMEDIAIRES	1 143 385,4	982 500,3	-14,1	157 726,5	139 497,5	-11,6	7,9
Produits chimiques	148 604,2	72 574,7	-51,2	47 904,4	29 861,3	-37,7	1,7
Coton et articles en coton	14 142,3	9 516,1	-32,7	14 009,2	14 816,4	5,8	0,8
Autres biens intermédiaires	980 638,9	900 409,5	-8,2	95 812,9	94 819,8	-1,0	5,4
PRODUITS ENERGETIQUES	654 332,4	927 448,6	41,7	204 101,1	307 116,3	50,5	17,4
Produits pétroliers	569 972,0	849 059,3	49,0	144 729,5	231 774,8	60,1	13,1
Energie électrique	0,0	0,0	0,0	55 526,6	70 596,1	27,1	4,0
Autres produits énergétiques	84 360,4	78 389,2	-7,1	3 845,0	4 745,4	23,4	0,3
BIENS D'EQUIPEMENT	180 460,9	147 484,2	-18,3	222 461,1	218 508,5	-1,8	12,3
Machines et appareils	55 088,9	40 747,0	-26,0	108 111,0	122 148,9	13,0	6,9
Matériels de transport	125 371,9	106 737,2	-14,9	114 350,1	96 359,6	-15,7	5,4
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	53 978,8	21 602,8	-60,0	6 739,5	10 822,0	60,6	0,6
TOTAL (statistiques off. CAF)	4 727 955,2	5 206 929,6	10,1	1 484 865,0	1 769 829,0	19,2	100,0

Source : INSAE (Septembre 2018)

Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (flux officiels + non contrôlés)

Régions	2015	2016	2017	2016	2017
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	567 943,4	717 052,5	988 579,9	42,1	48,6
Chine	162 177,0	132 627,3	138 962,6	7,8	6,8
Taiwan	359,8	672,6	1 065,5	0,0	0,1
Vietnam	3 975,1	1 760,9	1 284,0	0,1	0,1
Pakistan	6 560,9	12 093,0	20 363,6	0,7	1,0
Indonésie	4 112,8	8 589,9	27 524,4	0,5	1,4
Bangladesh	86,4	45,5	68,5	0,0	0,0
Thaïlande	113 955,4	191 459,1	254 776,1	11,2	12,5
Inde	144 472,7	227 919,2	336 332,2	13,4	16,5
Malaisie	34 637,3	38 372,5	68 903,0	2,3	3,4
Singapour	33 532,6	15 995,4	21 859,0	0,9	1,1
Autres	64 073,1	87 517,1	117 441,0	5,1	5,8
EUROPE	524 681,9	433 248,7	425 864,7	25,4	20,9
Union Européenne	504 296,9	405 117,6	406 492,5	23,8	20,0
Belgique	74 111,0	63 749,8	61 950,8	3,7	3,0
France	173 429,2	155 252,2	120 168,1	9,1	5,9
Allemagne	20 914,7	30 546,7	16 100,4	1,8	0,8
Espagne	87 285,7	30 596,6	23 453,4	1,8	1,2
Portugal	5 308,3	8 090,7	3 819,0	0,5	0,2
Pays bas	46 911,2	56 376,0	127 249,1	3,3	6,3
Italie	17 261,2	15 178,9	12 842,4	0,9	0,6
Danemark	6 850,3	4 011,1	3 966,0	0,2	0,2
Autres	72 225,3	41 315,6	36 943,1	2,4	1,8
Non Union Européenne, dont	20 385,0	28 131,1	19 372,2	1,7	1,0
Norvège	822,9	5 417,3	914,9	0,3	0,0
Suisse	9 024,7	8 320,2	7 743,3	0,5	0,4
AFRIQUE	518 024,9	477 650,6	526 203,3	28,0	25,9
UEMOA	201 579,0	202 713,2	252 587,0	11,9	12,4
Burkina	5 132,5	1 433,2	2 758,7	0,1	0,1
Côte d'Ivoire	40 914,8	24 140,5	39 378,7	1,4	1,9
Mali	8 648,6	11 175,2	14,2	0,7	0,0
Niger	17 202,9	11 172,7	39 056,6	0,7	1,9
Sénégal	14 943,3	13 701,7	11 166,7	0,8	0,5
Togo	114 736,9	141 090,0	157 633,1	8,3	7,8
NON UEMOA, dont	316 445,9	274 937,4	273 616,3	16,1	13,5
Ghana	12 413,5	11 884,1	12 365,8	0,7	0,6
Nigeria	245 316,7	171 390,4	197 500,6	10,1	9,7
Gabon	2 602,5	491,4	226,9	0,0	0,0
Tchad	0,0	6,7	2,4	0,0	0,0
Afrique du Sud	5 873,5	8 778,0	13 517,9	0,5	0,7
AMERIQUE	100 923,2	73 826,8	91 008,2	4,3	4,5
USA	47 753,4	33 949,9	51 207,2	2,0	2,5
Canada	5 370,6	4 012,9	2 822,0	0,2	0,1
Brésil	41 073,3	30 884,4	34 512,2	1,8	1,7
Colombie	1 226,0	38,5	18,7	0,0	0,0
Autres	5 499,9	4 941,0	2 448,2	0,3	0,1
Non classés ailleurs	820,3	1 742,5	2 123,8	0,1	0,1
TOTAL	1 712 393,7	1 703 521,0	2 033 779,8	100,0	100,0

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2018)

Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2017

(en millions de FCFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	2 072 349,6	159 837,5	131 992,9	2 364 179,9
Investissements directs	96 909,0	77 695,8	27 750,1	202 354,9
Investissements de portefeuille	1 007 615,9	29,5	45 074,3	1 052 719,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	405 791,6	82 112,2	195 617,8	683 521,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	108 179,0	70 503,5	156 102,4	334 784,9
Prêts	285 786,0	59,6	24 846,9	310 692,5
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	10 618,6	11 549,1	14 531,9	36 699,6
Autres comptes à payer/à recevoir	1 208,0	0,0	136,5	1 344,5
Avoirs de réserves	562 033,0	0,0	-136 449,3	425 583,7
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	32 104,1	32 104,1
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	9 336,0	9 336,0
Autres avoirs de réserve	562 033,0	0,0	-177 889,4	384 143,6
Stocks de passifs financiers	1 579 949,3	806 920,8	1 851 293,9	4 238 164,0
Investissements directs	351 436,5	712 052,0	319 301,5	1 382 790,0
Investissements de portefeuille	559 176,8	34 071,3	1 240,3	594 488,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	669 336,0	60 797,5	1 530 752,1	2 260 885,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	799,0	799,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	150 781,4	0,0	96 493,8	247 275,2
Prêts	425 880,8	52 761,9	1 341 064,1	1 819 706,8
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	1 537,6	7 971,6	46 294,3	55 803,4
Autres comptes à payer/à recevoir	91 136,2	64,0	13,9	91 214,1
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	46 087,1	46 087,1
Position extérieure globale nette (A) - (B)	492 400,2	-647 083,2	-1 719 301,1	-1 873 984,1

Source : BCEAO (Octobre 2018)



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int